

COMBAT BRETON

Kazetenn Emgann

EMGANN à Saint-Malo



Contre l'Europe du fric et des Etats

**Taol Kurun
e Kemperle**



Chirac en Bretagne

La réaction d'Emgann

Le mouvement EMGANN a écouté avec attention les propos de Jacques Chirac à l'occasion de sa venue en Bretagne. Nous sommes stupéfaits devant la nullité la plus totale de son discours, qui, vide de toute réelle proposition, montre bien que l'état français, ses institutions et ceux qui les gèrent, sont incapables de répondre aux besoins de justice sociale, et démocratie de proximité qu'expriment chaque jour un peu plus un nombre grandissant de Bretons.

Au moment où la liste des licenciements s'allonge en Bretagne, où les chômeurs font réentendre leur ras-le-bol, nous réaffirmons que le peuple breton doit se doter de ses propres institutions pour pouvoir construire une société plus juste et solidaire, et un avenir autre que celui imposé par

l'état français et l'Europe des états et du libéralisme.

La classe politique locale n'est pas exempte de critique, et ne pourra pas longtemps encore continuer à appliquer

servilement la politique définie par Paris et faire semblant de réclamer, à l'occasion, plus de pouvoirs et de compétences pour la «région» Bretagne.

L'unité territoriale, la constitution d'une Assemblée Bretonne élue par le peuple breton, dotée de compétences sociales, économiques, culturelles et internationales, premier pas vers l'indépendance, nous permettront de balayer ces élus qui servent les intérêts d'une minorité et appliquent les ordres de l'état français, et ainsi d'inverser la politique de misère et d'acculturation que nous subissons jusqu'à aujourd'hui.

Bretagne libre et socialiste.

Pour Emgann, le porte-parole national Gaël Roblin



Jacques Chirac et Josselin de Rohan au Conseil Régional de Bretagne (B4)

Chirac, Jospin, De Rohan... ou l'hypocrisie en action

Le bon roi s'est donc exprimé et a même quitté sa capitale pour la «bonne province» pour le faire : il ne manquait que les écrouelles. On nous annonçait un discours de Jacques Chirac particulièrement important, entre autre au sujet de la décentralisation. Il a accouché d'une souris. Mais qu'est-il venu dire ? Rien ou pas grand chose. Ses propos sont flous et n'avancent quasiment rien. Au niveau des régions, il laisse sous-entendre qu'elles doivent avoir plus de pouvoirs, mais sans remettre en cause l'organisation départementale, et en restant très allusif sur ces pouvoirs ; d'autre part, il n'aborde nullement le problème du financement des régions, clé principale du problème. Par contre, les stéréotypes du discours libéral truffent le discours («libérer les énergies...»). C'est d'ailleurs la seule annonce claire qu'il ait faite, en condamnant le droit de grève, en exigeant un service minimum. Il n'aborde nullement les problèmes économiques et sociaux, particulièrement graves en Bretagne.

Cette hypocrisie généralisée transparait dans les propos de plus d'un politicien de Bretagne. Josselin de Rohan arrive à évoquer «un droit d'expérimentation pour la Bretagne au niveau institutionnel» et les élus PCF au conseil régional B4 trépigent dans la presse pour que la «région saisisse le problème de l'emploi à bras le corps». On croit rêver ! Ces propos montrent bien le désarroi des tenants du centralisme le plus total au moment où de plus en plus clairement, certains peuples d'Europe comme les Ecossais, les Basques, les Gallois, ou les Catalans prennent leur avenir en main, et où le peuple breton, lui, reste dénué de toute institution digne de ce nom pour construire une société plus juste et solidaire, répondant aux besoins sociaux et culturels du peuple breton.

Plus que jamais les indépendantistes doivent faire entendre leur voix, notamment sur les problèmes sociaux !

C'est dans ce sens qu'œuvrera Emgann dans les mois qui viennent, aux côtés des travailleurs et des chômeurs en lutte, en mettant en place une plateforme électorale large, en luttant sans trêve pour officialiser notre langue nationale, en organisant la deuxième marche pour l'indépendance... Bref, en construisant la lutte de libération nationale et sociale du peuple breton.

EMGANN

Et un statut pour la Bretagne, un !

Jean-Yves Cozan, vice-président du Conseil Régional de Bretagne (B4) l'a clamé avant la venue de Chirac en Bretagne : «Il faut un statut particulier pour la Bretagne». Pour ne pas être en reste, Jean-Yves Le Drian (PS), tête de file de l'opposition de gauche au même Conseil Régional répondant au quotidien «Le Télégramme» s'est interrogé : «Pourquoi le président ne plaiderait-il pas pour un statut spécifique pour la Bretagne ?»

En guise de réponse, ils ont eu droit à une belle déclaration bien républicaine française de la part du président en question : «Ce n'est pas l'alliance des provinces françaises qui fonde notre nation, c'est l'union indissoluble de tout un peuple». Avant d'ajouter : «Que deviendraient nos Régions si elles étaient abandonnées à un tête à tête avec l'Union Européenne ?». C'est vrai au fait, comment font le Danemark, les Pays-Bas, la Belgique ou le Luxembourg, pays bien plus petits ou de taille comparable à celle de la Bretagne ?

Nos deux Jean-Yves finiront bien un jour par prendre la mesure des enjeux une fois débarrassés de leurs réflexes, bien français. Le mouvement se faisant en marchant on les attend au départ de la 2ème Marche pour l'Indépendance. Chiche ?

ERRATA

- La manifestation de St Malo s'est déroulée le 28 novembre et n'aura donc pas lieu le 28 décembre comme indiqué par erreur sur la couverture du dernier C.B.
- Gilles Servat / Front National. Il fallait bien sûr lire CONTRE le FN et non pas POUR le FN

Nous prions nos lecteurs et Gilles de nous excuser pour ces erreurs. Rappelons que la rédaction de votre journal est bénévole.

Emgann a manifesté à Saint Malo

contre l'Europe du fric et des états

Le 28 novembre dans le cadre d'une campagne intitulée «Contre l'Europe des états et du libéralisme, pour l'Europe des peuples libres et solidaires», Emgann organisait une manifestation sur ce même thème à St Malo, ville où devait se dérouler quelques jours plus tard le sommet franco-anglais en présence de Tony Blair et L. Jospin.

Une petite centaine de personnes ont répondu à notre appel.

Les manifestants ont à travers slogans, tracts et graffitis, défendu la nécessité de lutter pour l'indépendance et le socialisme et dénoncé la politique menée par les prétendus «socialistes» dans l'état français, outre-Manche et en général en Europe. C'est un nombre trop faible de manifestants au vu de l'enjeu, mais loin d'être un échec, cette minicampagne a montré le choix et la détermination des indépendantistes à s'investir sur des terrains où on ne les attend pas.

La manif s'est conclue, sous bonne

surveillance policière, par une prise de parole qui affirmait entre autre «qu'aussi modeste soit la manif d'aujourd'hui par son ampleur, elle doit marquer l'entrée des indépendantistes sur le terrain de la riposte sociale, pour être bien sûr aux côtés des chômeurs et des travailleurs, afin de gagner de quoi répondre aux besoins sociaux les plus immédiats (arrêt des subventions publiques aux entreprises bénéficiaires, revenu garanti pour tous, hausse des minimas sociaux...), mais aussi pour affirmer que d'autres choix sont possibles, mais que nous ne pourrions les imposer que par la lutte sans trêve et sans com-



promission aucune avec les prétendus socialistes».

Correspondance

Un comité EMGANN est en voie de création à Saint Malo. Renseignements : 06.13.50.19.75.

5 000 e Kemper evit Karta ar Yezhoù

Berzh en deus graet galv aozerien manifestadeg Kemper da bouezañ war gouarnamant Bro C'hall, abalamour dezhañ da sinañ Karta Europa ar Yezhoù Minorelaet.

Biskoazh a dra sur ne oa bet bodet kement a dud da zifenn gwirioù hor yezh, war bouez emgavioù bras evel Gouel Broadel ar Brezhoneg. Ha trawalc'h e vo da lakaat Pariz da sinañ ha da lakaat votiñ ar garta gant ar gannaded ? Hervez kont e vo ranket gortoz pell araok na zeufe da wir. Ha peseurt melladoù a vo dibabet e fin ar jeu ? Klaouestre ne vo ket ar re a groufe un chadenn skinwel ha skinwel pe a lakfe ar brezhoneg da zanvez ret en holl skolioù.

Ha benn neuze e teufe ar garta, sellet outi evel ur pal reizh da dizhout, mann met un douelladenn ouzhpenn. «Keit ma vint o c'hoari gant an dra-se e vo tu da zerc'hel gant hor politikerezh da gas ar brezhoneg da get» a vo damanzavet gant ar C'hallaoued a vez ouzh hon ren e Pariz.

Bez e c'hello Loeiz ar Penseg kinnig hep farsal un danvez lezenn ouzhpenn da reiñ da grediñ d'ar Vretoned e vo savetael hor yezh gant hon enebourien. Hep muioc'h a drouz...

Galv arzourien, skrivagnerien ha kefredourien Breizh

Frañs, ar renerien anezhi oc'h adlavaret laouen eo «mammvro Gwirioù Mab-den», he deus c'hoariet e gwirionez ur roll pouezus evit diorren talvoudegezhioù demokratel ha doujañ d'ar frankiz soñjal er bed a-bezh, abaoe kantved ar «Sklêrijennadur». Da veur a vare ez eus bet sellet outi evel ouzh ur vammenn a spi hag a awen gant merc'hed ha paotred diniver eus broioù ha kevandirioù liesseurt hag a oa o stourm evit an talvoudegezhioù-se. Ar vrud-se a laka anezhi atebeg, dreist ar re all, war an dachenn etrebroadel. Rankout a ra Frañs diskouez bezañ un demokratelezh skouerius d'an holl vroioù en Europa hag er Bed, war an dachenn sevenadurel zoken. N'eo ket trawalc'h dezhi distagañ prezegennoù. Bez' e tle bezañ hiviziken, dre oberoù fetis, e penn ar stourm evit ur bed reishoc'h ha kengretoc'h. Siwazh, soñjoù kaer he renerien a zo manet re bell diouzh ar gwirvoud war he zachennad dezhi he-unan. Evel-se, evit

pezh a sell ouzh ar yezhoù hag ouzh ar sevenadurioù rannvroel, Frañs n'he deus ket c'hoazh sinet ha peurwiriekaet Karta Europa ar Yezhoù Rannvroel ha/pe Bihaniver Kuzul Europa, digor d'ar sinadur ha d'ar peurwiriekadur abaoe an 10 a viz Du 1994, ha bet sinet dija gant 18 bro ezel eus Kuzul Europa.

Ni, arzourien, skrivagnerien ha kefredourien Breizh, a zo stad ennomp o vezañ klevet komzoù ar Ministr Kentañ oc'h embann e youl da lakaat sinañ ha peurwiriekaet ar Garta-se. Mall bras zo warnomp e vefe sinet ha peurwiriekaet ar Garta, ha kemmet mellad 2 ar Vonreizh gant Frañs, evit ma ne vo ket unan eus ar broioù diwezhañ ouzh en ober. Goulenn a reomp ivez ma vo peurwiriekaet, en o fezh, an Divizadoù Etrebroadel diseurt o tennañ da Wirioù Mab-den, evel m'eo bet graet abaoe pell gant ar broioù demokratel all.

Roazhon, d'an 12 a viz Du 1998

Charte européenne Merci, Monsieur Carcassonne

Chargé par Jospin d'étudier la constitutionnalité de la Charte Européenne des Langues dites régionales adoptée par le Conseil de l'Europe, le professeur Guy Carcassonne vient de conclure que la France est en mesure de retenir une cinquantaine d'articles sur 94. Il précise que cette signature devra s'accompagner d'une «déclaration interprétative».

Ces propos ont fait pousser des cris d'orfraie à la mouvance culturelle bretonne qui y voit un monument d'hypocrisie.

Ils ont pourtant le mérite d'être clairs et de remettre les pendules à l'heure aux yeux de ceux qui persistent à croire que la France, comme la Nature de Jean-Jacques Rousseau, est bonne mais que ce sont ses vilains enfants - Guy Carcassonne en l'occurrence dans le lot - qui la corrompent.

Que n'ont-ils compris que la France est par essence une et indivisible ? Il est donc inutile de vouloir la rendre à son goût. Ce n'est pas l'article 2 de la Constitution Française qu'il faut changer, mais la Constitution dans sa totalité, en disant haut et fort qu'il faut se passer de l'Etat français. Ceux qui préconisent la modification de l'article 2 se gardent d'ailleurs d'en proposer une autre mouture en sachant fort bien qu'il ne suffirait pas de dire que «le Français est la langue de la République dans la reconnaissance des langues régionales», ou toute autre fadaise qui aurait certes le mérite d'enjoliver l'image de la France, mais ne réglerait rien quant au fond.

Loin d'être hypocrites, les propos de Carcassonne rappellent à bon escient que la République ne reconnaît que le peuple français et la langue française. La France peut ainsi signer la fameuse charte sans modifier en rien sa politique d'assimilation linguistique et culturelle, au grand dam de nos «républicains» bretons.

Manu de Morlaix ou la faillite des politiques

La manufacture de tabac de Morlaix fermera. Les dirigeants de la Seita l'ont redit lors de leur entrevue avec les élus du Pays de Morlaix. Les 190 salarié(e)s n'ont pu qu'exprimer leur déception et leur colère à l'issue du déplacement organisé afin d'appuyer la délégation, le 19 novembre.

Rien n'y fait. Ni les interventions des élus locaux, ni celle de la Secrétaire d'Etat, Marilyse Le Branchu, ancien maire de Morlaix, ni la critique de l'attitude de la Seita par le ministre des Finances, Dominique Strauss-Kahn.

Comme pour Renault-Vilvorde, le pouvoir français se répand en formules de compréhension à l'égard des salariés visés par les plans de licenciement, avant de lâcher laconiquement que ce n'est pas le gouvernement qui décide...

Quel formidable constat d'échec pour le PS qui a fait campagne au nom de la sauvegarde de l'emploi et qui n'en peut mais malgré un maire, un député, un conseil général, et un gouvernement du même bord politique ! Leurs opposants de droite auraient bien tort de s'en réjouir. La Manu est victime de la logique économique libérale qu'ils soutiennent et les 200 salariés pèsent peu dans la balance des intérêts privés. Les élus ne pèsent guère plus.



«Butun mat, butun Montroulez», les élus PS du Finistère repartent de Paris les mains vides (Photo «Le Télégramme»)

Emgann soutient les travailleurs d'EGMO

Emgann, apporte son soutien aux travailleurs en lutte contre les licenciements dans l'entreprise EGMO de Lorient, groupe Bastide de Brest.

A Lorient c'est 9 emplois, à Brest 25 qui doivent disparaître, **ceci est inadmissible**. Une fois de plus les travailleurs de ces sites devront faire les frais d'une économie basée essentiellement sur les activités de l'armée française.

Par ailleurs, nous dénonçons les méthodes de ce patronat anti-social, anti-syndical. Il n'est qu'à rappeler qu'un certain Forner Henri, peu soucieux de la bonne marche de son entreprise, a sévit durant plusieurs années à la chasse anti-CGT.

Travailleurs bretons, la riposte de chacun doit être à la mesure de ces graves problèmes et seule la lutte garantira à notre nation un avenir maîtrisé par tous et toutes.

Pour les affaires sociales - Reun Le Diguether.

Boues polluées à St Nazer

Emgann contre l'immersion en mer

La base sous-marine de Sant Nazer contenait 11 000 m³ de boues polluées depuis plusieurs années. D'après les calculs de l'association «Front de mer», ces boues contiennent 121 kg d'arsenic, 18 kg de cadmium, 622 kg de chrome, 327 kg de cuivre, 2,9 kg de mercure, 178 kg de nickel, 630 kg de plomb, 2 tonnes de zinc, plus de 2 tonnes d'hydrocarbures.

La préfecture de Loire-Atlantique a saisi l'Ifremer pour être mieux informé et la société Créocéan suggère à la mairie de Sant Nazer de les immerger dans l'estuaire de la Loire. Polémique au conseil municipal vendredi dernier, après un vote indicatif pour l'immersion : 37 pour (PSF, PCF, MCD), 2 contre (opposition de droite - ex-Verts -).

10 n'ont pas eu le courage de voter contre et

France Télécom - Les exilés bretons manifestent

Manif peu ordinaire devant le siège de France Télécom, à Kemper, le 27 novembre. Des agents bretons exilés sont venus demander leur retour au pays avec l'appui de Sud PTT. Derrière une banderole «Mutation, vous avez menti ! On «vœux» retourner au Pays. Arrêt des suppressions d'emplois», ils ont clamé leur colère face au nombre ridicule de mutations.

Alors qu'on évalue à 2 500 le nombre de demandes de retour pour le seul sud-Bretagne, selon le syndicat, la direction ne prévoit que 10 retours en 1999 !

Cet exil obligatoire sans espoir de retour constitue plus qu'une émigration forcée, une véritable déportation.

400 éleveurs de porcs à St Malo avec la Confédération Paysanne

A l'occasion du sommet franco-britannique qui s'est tenu jeudi 3 et vendredi 4 décembre à Saint-Malo, 400 éleveurs de porcs de la Confédération Paysanne ont manifesté jeudi soir aux portes de la ville intra-muros afin de sensibiliser MM. Chirac et Jospin sur l'enlisement de la crise porcine.

Deux grands points ont été abordés : la réforme de l'O.C.M.porc (Organisation Commune du Marché du porc), en premier lieu. Comme l'a rappelé François Dufour, «il ne suffit pas de mettre des représentants de producteurs autour d'une table pour régler la crise». Depuis un an, les prévisions annonçaient cette crise. Jusqu'ici aucune disposition n'a été prise pour s'attaquer aux causes, il y a actuellement 12 millions de porcs en excédent dans l'union européenne. La Confédération Paysanne a renouvelé sa demande aux Pouvoirs Publics de prendre en urgence les moyens de réduire la production (à commencer par un plan de

réduction du nombre des reproducteurs tout de suite) afin de retrouver dans quelques mois un équilibre du marché, et ainsi obtenir des prix rémunérateurs.

Les prévisions pour le premier semestre 1999 sont très alarmantes, avec une augmentation de la production européenne de 4%.

Le deuxième point concerne le ciblage des aides : dans trois mois plus de 50% des éleveurs seront en situation de dépôt de bilan, les plus vulnérables se situant dans la catégorie des moins de 200 truies. Il est donc indispensable que ces aides soient attribuées, en priorité, vers ces éleveurs et qu'elles soient significatives, c'est-à-dire en rapport avec les pertes, qui sont énormes.

Il semble que Matignon, par une méconnaissance de ce problème, mesure mal l'ampleur des dégâts sociaux (perte d'emplois) et économiques. En ce qui concerne la Bretagne, c'est toute une région qui est sinistrée. **Pour les treize dernières semaines 1998, la perte se chiffre à 1 235 000 000 F ! Ce qui représente 185 000 SMIC mensuels !**

M. Jospin a-t-il réellement pris la mesure de la crise que traversent les éleveurs de porcs ?

La politique de laisser-faire adoptée jusqu'ici laisse, pour l'heure, la question en suspens.

(Communiqué Confédération Paysanne)

sembleraient douter de la pollution dans l'estuaire de la Loire (UDB, 1 PSF et droite).

Pour sa part, le comité Emgann de Sant Nazer exprime son opposition à l'immersion en Loire, et demande le retraitement en usine spécialisée. La Loire et la mer ne sont pas des poubelles.

Ph. BONNET

Face à l'exclusion et la misère, la mobilisation est nécessaire

Aujourd'hui des femmes, des hommes meurent dans la rue. Les causes réelles, ce sont la misère, c'est-à-dire le chômage, la précarité, l'exclusion de la société, privant des millions de gens du droit au travail. C'est-à-dire près de 5 millions de personnes dans l'Hexagone, mais aussi près de 9 millions de gens qui survivent au seuil de la pauvreté, avec des salaires de smicards.

Ainsi privé de ce droit élémentaire, ils sont inexorablement le maillon d'une chaîne qui s'enchaîne, perte de revenus, de logements, de milieu social, etc.

Malgré les mesurées prises : cumul de RMI avec un petit boulot, mais pas plus de 9 mois (ils n'ont vraiment pas honte, quand on sait que le député de Lorient cumule ce mandat avec celui de conseiller régional, plus président du district de Lorient, puis encore une nomination à vie par Mitterrand pour un poste de professeur en chaire de Rennes, et je suppose que son passage comme secrétaire d'état à la mer et la commission de l'armement dans les années 90 doivent lui laisser certainement une petite pension pour les grands services rendus au patronat portuaire).

Mais la situation que nous vivons aujourd'hui ira en s'aggravant dans les années à venir, voire dans quelques mois, dans la prévision de l'euro, le grand capital annonce plusieurs restructurations inter-européennes. Rhône-Poulenc, avec un trust allemand de la chimie et de la pharmacie, vont devenir n° 1 mondial. Tout le monde sait très bien que lorsque l'on parle de restructurer un groupe, ce sont une fois encore les travailleurs qui payent la note.

Aussi des transactions Franco-Françaises. Bolloré qui détenait un peu plus de 12% de part du marché de Bouygues, les cède à Pinault avec, au passage, excusez du peu, un jackpot de 1,5 milliard de francs. Ce Bolloré qui revendique l'identité bretonne, empoche donc une plus-value (bénéfices) de 150 milliards de centimes, de quoi faire rêver tous les chômeurs, RMIstes, smicards de Bretagne. Aussi ce Pinault, qui se dit breton très connu dans le pays de Rennes car il entretient des liens étroits avec le stade rennais, rien ne lui échappe aujourd'hui, la bourse, les affaires, le sport.

Messieurs, avec votre cœur breton et votre porte-feuille à Paris, Francfort, Londres ou Zurich, qu'allez-vous faire de cet argent obtenu en boursicottant ?

Allez-vous l'investir en Bretagne ? Ou allez-vous rejoindre cet Euroland, futur espace financier où se côtoient requins et crocodiles pour plus encore de profits personnels ?

En Bretagne, des pans entiers de notre

économie disparaissent : la pêche, l'agriculture, la technologie, etc.

La misère fait des ravages dans des grandes villes : St-Brieuc, Lorient, Nantes, Brest, etc. Pour certaines d'entre elles, près de 20% de chômage, la campagne se désertifie. Mais aussi, en Bretagne, des travailleuses, des travailleurs disent non à la fatalité, luttent pour le maintien de leur emploi : la manufacture des tabacs de Morlaix, de Carquefou. Malgré les bonnes paroles des ministres Le Branchu, D. Strausskan, ces travailleurs continuent la lutte, car ils ne font pas confiance à ces jacobins et à juste raison. Jospin n'a-t-il pas trahi les travailleurs de Renault à Vilvorde en Flandre ?

Les travailleurs de chez EGMO (groupe Bastide de Brest qui possède une filiale à Lorient) : sur ces deux sites, 35 travailleurs devront connaître l'ANPE, car cette entreprise était liée à l'activité de l'armée française. Ainsi que les travailleurs de la Thomson Marconi Sonar, de la région brestoise, où l'armée française exerce un véritable chantage sur les prix de revient d'instruments de détection. Malheureusement cette entreprise dépend à 95% de ceux-ci pour les bateaux de Royale Française. En centre-Bretagne également, des travailleurs refusent la dictature de l'état français à Carhaix, Plouguernevel.

Nous, Emgann, nous serons toujours du côté des travailleurs qui refusent la misère, même si des entreprises datent de Louis XV.

Oui, nous sommes contre la présence de l'armée française en Bretagne, car dès que celle-ci éternue ce sont les travailleurs de notre pays qui en font les frais.

Oui, nous sommes contre la concentration d'élevages intensifs de toutes sortes (porcs, poulets), car ceux-ci ne servent en réalité qu'une poignée d'éleveurs et les intérêts de certaines banques et coopératives affairistes liées à la Banque de France.

Oui, nous sommes contre le libéralisme de la SNCF. Déjà des régions entières de la Bretagne ne sont plus desservies par celle-ci, qu'en sera-t-il demain si elle se privatise ?

Oui, nous sommes contre les privatisations d'EDF-GDF, car aujourd'hui l'état français promet à cette entreprise une aide pour arriver aux 35 heures et une augmentation de salaire annuel de 4 à 5 000 F par agent. Mais ce qu'ils omettent de dire c'est, à terme, la disparition de 12 000 emplois (combien pour la Bretagne ?). A quoi sert de faire 35 heures si, à la clé, il n'y a pas d'embauche ?



Tous ces secteurs d'activité sont primordiaux pour une Bretagne libre et indépendante demain.

Travailleurs, travailleuses, Bretonnes, Bretons, la réponse de chacun doit être à la mesure de ces graves problèmes. Mais tous ensemble, paysans, pêcheurs, travailleurs des usines, fonctionnaires, enseignants, chômeurs, nos responsabilités restent entières. Les Français n'ont pas épuisé leurs réserves de ruses et de manœuvres.

Les équivoques et les ambiguïtés restent. Entre leurs mains des armes redoutables au poids d'une occupation à tous les niveaux (associatifs, mairies, district, conseil général, etc.). Ils ne reculent devant rien pour nous humilier. La dernière en date : le MRAP a tenté de salir la mémoire de Roparz Hémon. S'ajoutent des promesses que le gouvernement français sait pertinemment ne pas pouvoir tenir (la venue de Chirac à l'assemblée régionale de Rennes en est l'exemple).

Le libre choix sera la libre disposition de nous-mêmes et non pas à la limitation de ce choix à la région laboratoire, à une Bretagne croupion, privée d'une partie importante de son intégrité historique, la Loire-Atlantique qui, depuis près de 60 ans, est séparée du reste de notre pays. La Bretagne pour laquelle EMGANN combat, c'est la Bretagne indépendante et pleinement souveraine. Cela signifie une Bretagne dont tous les habitants jouiront de la plénitude de leurs droits de citoyens, sans distinction d'origine.

Seule la lutte garantira à notre nation un avenir maîtrisé et décidé par tous et pour tous. BREIZH DIEUB.

Reun Le Digerher

Les Menhirs de Karnag défilent à Paris

Près de 500 manifestants ont fait connaître leur opposition au projet d'aménagement du site de Karnag lors d'un rassemblement organisé le 21 novembre, sur le parvis de la gare Montparnasse à Paris. Après un défilé dans les rues de la capitale des Français, au cri de «Libérez les Menhirs!» et «Karnag, arnaque!», les manifestants se sont rendus au ministère de la Culture où une délégation a été reçue par un représentant de la Direction du Patrimoine. Avancée significative : la nomination d'un chargé de mission qui doit rencontrer tous les protagonistes avant de rendre ses conclusions le 15 janvier.

De son côté, Geneviève Le Louarn, conservateur des alignements et elle-même chargée de mission pour leur aménagement, annonce le début des travaux du bâtiment d'accueil dès 1999. D'ici là, il aura fallu exproprier les Mary qui exploitent la ferme de la Petite Métairie, située sur le site. Les opposants n'ont-ils pas dit leur dernier mot.

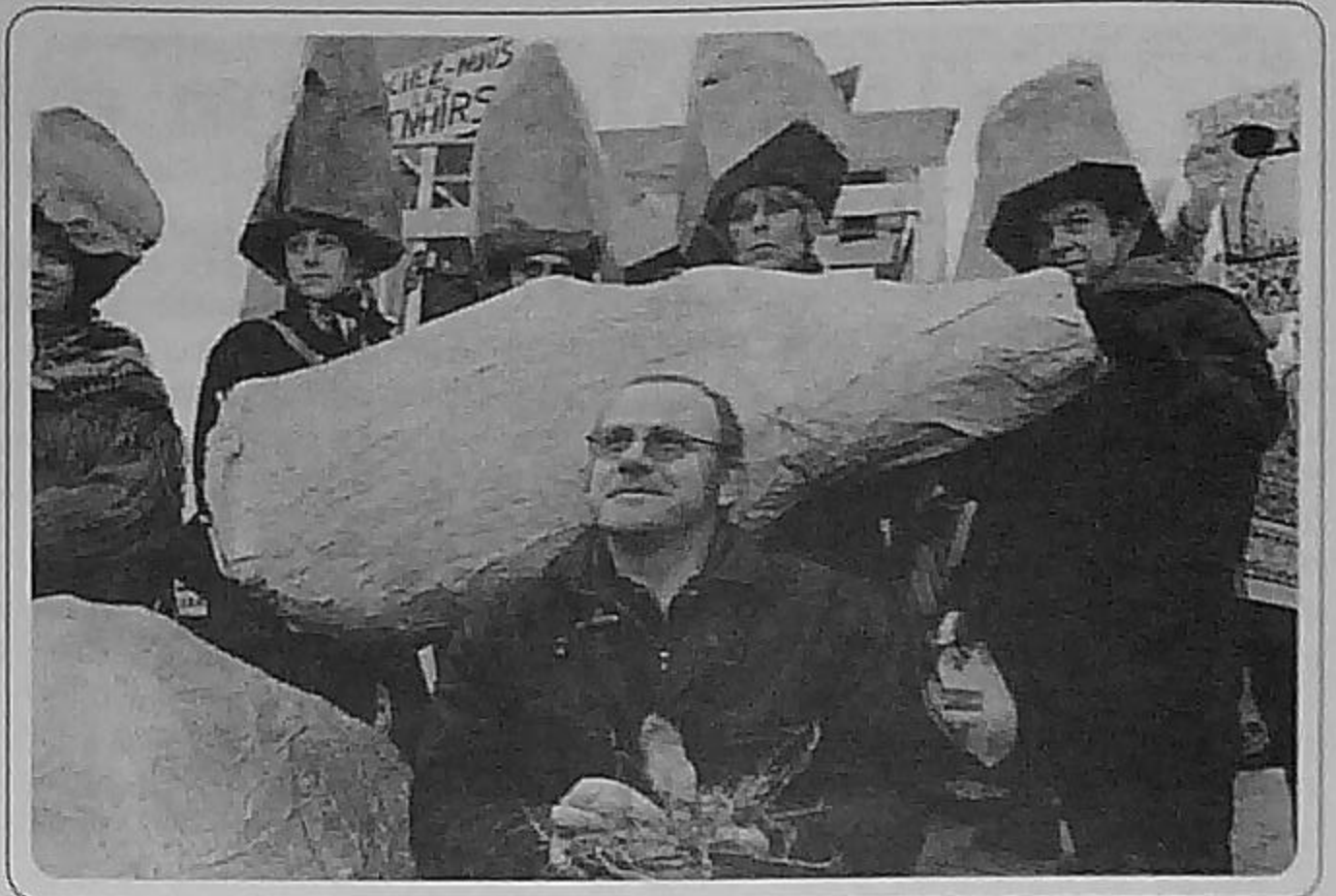


Photo C. Stéfan (O.F.)

Emgann Paris dans la rue

Samedi 21 novembre était une date importante pour le comité Emgann Paris, celle de notre première apparition en tant que groupe politique sur la scène publique.

Pour ce, nous voulions être présents à deux rendez-vous : la manifestation de Menhir Libre et celle pour la régularisation des sans-papiers.

En tant que militants révolutionnaires bretons, nous étions fermement convaincus que ces deux rencarts ne devaient faire qu'un, le même fléau aux origines de ces deux luttes, le capitalisme et sa logique marchande.

Le capitalisme dont les cerbères chevènementistes ont encore tué ce mois-ci à Tourcoing, logique marchande qui voue à la mort 2,5 millions de Sardanais d'ici le mois de décembre, selon le rapport d'une ONG publiée au mois de juin. Dans la grande farce funeste qu'est la mondialisation, seules les marchandises et capitaux s'internationalisent, avec bien sûr son cortège de misère qui sévit sur les quatre continents.

Le froid et la précarité avaient tué la nuit précédente (un SDF de 36 ans, retrouvé mort devant l'hôpital Cochin...), le vent glacé le rappelait sur le parvis de la gare Montparnasse, où, à 14 heures, quelques centaines de personnes répondaient présent à l'appel de Menhir Libre. Nos compatriotes de Menhir Libre entament une gavotte sur fond de slogans qui nous semblaient bien timides (Bretons mécontents, signe de mauvais

temps...) sous le regard amusé d'une quinzaine de flics en civil, des journalistes hilares de trouver des Breizhoüs authentiques...

Nous partageons pacifiquement la place avec une colonie de jeunes scouts d'Europe (proche du FN), quelques badauds et quelques fascistes certainement ravis de ne rencontrer pour une fois, aucune objection à leur présence...

Peu fier de ce pathétique spectacle que nous offrons aux agents de l'ordre colonial et à ces journaliste, le comité EMGANN Paris propose de rejoindre les sans-papiers, ce qui n'empêchait d'ailleurs pas d'envisager une action propre à Menhir Libre.

Devant le refus des leaders de cette association à nos amis immigrés nous partîmes seuls rejoindre le cortège de 10 000 personnes. Nous défilâmes au départ de Denfert Rochereau, dans une ambiance chaleureuse et interculturelle, l'occasion d'établir des contacts avec nos camarades Uruguayens et de Refondation Communiste, une organisation italienne déjà rencontrée aux journées de Corte au mois d'août.

Le cortège se disloqua vers 18 heures, nous sommes rentrés contents et persuadés plus que jamais que nous ne gagnerions notre légitimité (de fait l'indépendance !...) auprès de notre peuple et de la communauté internationale, qu'à travers notre présence sur les luttes sociales.

Emgann - Paris

L'âme de la mer n'a pas été bradée

En novembre 1998, le comité des fêtes de la ville de Toulon organisait un salon du livre sur le thème de la mer. Un groupe de chants de marins breton était contacté pour une série de trois récitals (alléchant).

Avec hésitation tout de même, le groupe décide de se rendre à ce salon.

Mais sur place, les Djiboudjep découvrent qu'en fait ce salon, cette manifestation, n'est rien d'autre que la vitrine politique raciste du front national.

Le chanteur des Djiboudjep, Mickael Yaouank, décide quand même après concertation avec ses musiciens, de rentrer seul sous le chapiteau. «Je voulais voir, dit-il. C'est horrible ! Tout était organisé de manière à vanter le front national».

Le groupe décidait de rentrer en Bretagne, malgré les risques financiers pour rupture de contrat. Mickael déclarait «qu'il préférerait perdre de l'argent plutôt que de vendre son âme».

Quant à nous, Emgann, nous ne pouvons que saluer ce geste de courage et dire bravo à Mickael, ainsi qu'à ses musiciens.

Nous mettons en garde des musiciens, groupes, chanteurs, qui seraient tentés pour un tas de raisons (financière en particulier), de faire la promotion de ce genre de salons ou autres, d'être vigilants sur l'appellation de diverses associations, de comités qui, en réalité, ne sont que des courroies de transmission du front national, fascistes, racistes.

Et honte à tous ces harkis bretons qui parquent avec binious et gwenn ha du derrière ce petit caporal sans moustache.

Mickael, Patrick, Philippe, merci de n'avoir pas vendu l'âme de nos pères et mères aux parfums d'épices et de goût de sel à ces racailles, à ces ripoux.

Violences policières de Lorient (suite)

Dans le n° 155 de Combat Breton, notre journal mensuel, nous alertons nos lecteurs sur des violences policières commises à Hénon, dans les Côtes d'Armor, ainsi qu'à Lorient où trois jeunes gens furent matraqués, insultés, mordus par un de leurs chiens (et selon nos renseignements, cette brigade se promène toujours avec le chien démuselé).

Plaintes ont été portées par ceux-ci auprès du procureur de la république, jusqu'à ce jour nous ignorons si celle-ci a été enregistrée.

Un courrier recommandé avec accusé de réception a été envoyé à M. Guigou, ministre de la justice française, mais à ce jour il est toujours sans réponse (bravo la politesse).

Un courrier a également été expédié au ministre de l'intérieur. M. Bergougnoux, directeur adjoint de ce cabinet, a répondu que la correspondance était transmise au service concerné. Nous en prenons bonne note.

Nous espérons néanmoins que cela ne finira pas en eau de boudin, comme cette affaire où M. Ahmed Ahmed, architecte connu dans son pays (l'Egypte), invité à un grand salon d'architecture à Paris, a vécu un véritable cauchemard.

Bien que se croyant dans le soi-disant pays des

droits de l'homme, mal lui en pris de sortir sans papiers. Il fut pris pour un vulgaire voleur de cartes bancaires, après passage à tabac en règle, fracture de la jambe, hématome, etc. Il attend toujours des excuses et réparations de l'Etat français, depuis près de 3 ans.

Un policier fut interviewé à ce sujet, il n'y a pas très longtemps. Réponse du flic : «Il avait les os fragiles». PAS DE COMMENTAIRES.

Ces cas pourraient paraître isolés de la part de flics qui font du zèle, mais cela malheureusement est tout autre, ainsi j'apprenais il y a quelques jours, que la brigade de gendarmerie de Plougastel-Daoulas (le chef) joue aussi au cow-boy pour un contrôle d'alcoolémie négatif du chauffeur. Deux jeunes assis derrière le conducteur firent une réflexion toute banale, ils furent emmenés manu militari et relâchés tard dans l'après-midi du dimanche, sans aucun motif (pendant ce temps, un des jeunes retrouvait son chien mort, faute de soins).

A Landivisiau, trois jeunes rentraient à leur domicile à pieds, quand ils furent interpellés par la police, sans raison. A l'arrivée de ceux-ci, deux se sauvaient, le troisième questionné ne révéla pas le nom de ses amis, quand un policier lui posa la question sur ce qu'il avait consommé dans la soirée. Il répondit 7 Ricard. Il fut

emmené au commissariat sans autre raison et de façon brutale.

Et la liste serait longue si l'on faisait le tour de nos villes et villages sur la répression de la police.

Gens de Bretagne, ceci devient intolérable. Allons-nous continuer à supporter les intimidations de la police d'occupation française ?

Emgann Lann er Ster

Les flics bretons défendant «leurs» commissariats à Paris avec banderoles et... Gwenn ha du

Rennes.

Le fichage racial de la police française

La police française, en Bretagne comme ailleurs, est d'un républicanisme parfaitement insoupçonnable. Il se trouve qu'un correspondant anonyme nous a transmis quelques copies de documents provenant justement de l'intérieur des services de police français à Rennes. L'analyse nous en semble tout à fait édifiante...

Le droit pénal et les origines raciales

Le droit pénal français a le mérite d'être parfaitement clair sur les mentions présentes dans les fichiers, qu'ils soient informatisés, mécanographiques ou manuels. L'article 226-19 du Code Pénal français punit en effet «de cinq ans d'emprisonnement et de 2 000 000 F d'amende» celui qui met ou conserve en mémoire «des données nominatives qui, directement ou indirectement, font apparaître les origines raciales (...) des personnes», quand cela se fait par informatique. L'article 226-23 prescrit que l'article 226-19 est applicable «aux fichiers non automatisés ou mécanographiques dont l'usage ne relève pas exclusivement de l'exercice du droit à la vie privée».

Des documents édifiants

Les documents dont nous avons reçu copie sont parfaitement significatifs des agissements de la police française à Rennes. Il n'y a bien entendu aucune raison que cela ne se passe pas ainsi ailleurs. Il est tout aussi significatif que ces documents nous soient parvenus : visiblement, il y a encore dans la police des gens qui n'apprécient guère de voir la gangrène du racisme gagner du terrain dans leur administration.

Ainsi, un rapport d'intervention (unité J3, n° 204, daté du 21 mars 1998 à 19h50), en l'absence de tout délit allégué, rend compte du contrôle d'identité de deux hommes, les deux étant catalogués comme «de race noire». Une fiche de recherche du S.R.P.J. (Service Régional de Police Judiciaire) de Rennes (référence : SRPJDF/09-97/RECHTJA) signale un homme «de race noire» à rechercher «dans le cadre de la commission rogatoire n° 67/97 délivrée le 13 août 1997 par madame VINREAU, Juge d'Instruction à Rennes».

Enfin, des pages d'un carnet-répertoire contiennent des informations précises sur des auteurs de délits, réels ou présumés. A chaque identité correspond un délit. Pour huit personnes cependant, à côté de l'identité précise (nom, prénom, date et lieu de naissance, domicile), ne figure que la mention «manouche», ce qui est une origine ethnique et non pas un délit.

Une attitude irresponsable

En privé, le Ministre français de l'Intérieur, Jean-Pierre CHEVENEMENT, ancien maire de Belfort et ses proches, n'hésitent pas à s'affirmer «effrayés» du niveau de l'infiltration de l'extrême-droite dans la police française. Il n'empêche que cette police, sous le gouvernement de la «gauche plurielle», ne chôme pas, c'est le moins qu'on puisse dire. Qu'il nous soit ici permis de douter de la «volonté d'épuration» de la police qui animerait le ministre.



Travaillez, sinon...

«L'entreprise est sans doute le lieu où les gens sont les plus surveillés». C'est la conclusion à laquelle est arrivée la Ligue des droits de l'homme à la suite d'un colloque intitulé «Des puces, des souris et des hommes», qui s'est tenu en novembre.

Le développement de l'informatique a des effets jusque dans le monde de l'entreprise, où les fichiers se généralisent. Avec comme conséquence la perte de la vie privée sur le lieu de travail. Ainsi, aux Etats-Unis, 35% des entreprises surveillent les appels téléphoniques et 34% utilisent la vidéosurveillance (1).

Ces outils censés assurer la «sécurité» de l'entreprise se retrouvent ainsi utilisés pour une politique de contrôle de la productivité.

On se rassurera en sachant que dans l'état français la collecte de données personnelles doit être déclarée à la CNIL (Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés). Pourtant, sur les 600 000 déclarés à ses services, impossible de savoir combien contiennent des informations sur les salariés. C'est sans doute pour la «sécurité» des entreprises...

(1) Chiffres de l'American Management Association. Cf Le Syndrome de Chronos, par Denis Etighoffer, Editions Dunod, 1998.

Ce que le CUAB attend du Conseil Général de Loire-Atlantique

A. Lancer le processus de la réunification

Confrontée à la montée en puissance des régions d'Europe, la Bretagne est affaiblie par la division de son territoire. La majorité (62% selon le sondage SOFRES d'avril 1998) de la population de Loire-Atlantique souhaite que son département soit de nouveau uni aux autres départements bretons, pour former une grande région européenne.

Différents vœux votés par le Conseil Régional de Bretagne vont dans ce sens. D'autre part, la loi sur la régionalisation de 1982 fournit un cadre légal pour une telle démarche, en précisant que les limites régionales peuvent être modifiées à l'initiative d'un Conseil Général ou Régional.

Le CUAB demande au Conseil Général de Loire Atlantique d'ouvrir les négociations sur les modalités de la réunification avec les autres Conseils Généraux bretons et avec le Conseil Régional de Bretagne.

B. Réduire la coupure actuelle du territoire breton

Le Conseil Général doit prendre rapidement des mesures qui viseront à rétablir une égalité de traitement entre les citoyens de Loire-Atlantique et ceux de la Région Bretagne. Le CUAB présente ces mesures classées en 5 rubriques, sans ordre de priorité.

Pour une meilleure connaissance de la Bretagne

a. Le manuel d'Histoire de la Bretagne, édité par le Centre Régional de Documentation Pédagogique de Rennes, sera distribué aux élèves de 6ème de Loire Atlantique (comme cela s'est fait en Finistère, en Côtes d'Armor et District de Rennes). Il doit être présent en quantité suffisante dans les CDI des collèges.

b. Le Conseil Général aidera les bibliothèques publiques à se doter d'un fonds d'ouvrages (livres, CD-ROM, vidéos...) sur la Bretagne.

c. Le Conseil Général impulsera ou s'associera à des opérations de promotion collective de différentes facettes de la culture bretonne.

Pour une meilleure information sur la Bretagne

a. Une information complète et de qualité sur l'ensemble du territoire breton est une des conditions de base de son développement économique et culturel. En conséquence, le Conseiller Général doit veiller à ce que l'information fournie par la presse écrite et audiovisuelle sur la Région Bretagne soit aussi diffusée en L.A. et, inversement, que l'information sur le Pays Nantais soit diffusé vers le reste de la Bretagne. Le 8 novembre 1977, le Conseil Général avait lui-même émis un vœu en ce sens.

Face au projet de télévision bretonne sur les cinq départements, le Conseil Général doit se concerter avec la Région Bretagne pour que le poids et les intérêts de la Loire Atlantique soient pris en compte.

b. Sur les principales routes et les autoroutes venant d'Anjou et du Poitou, installation de panneaux «Bienvenue en Bretagne».

Pour une plus grande efficacité des services touristiques et d'exportation

a. La Bretagne touristique correspond à la Bretagne historique. Elle est ainsi présentée dans les principaux guides français et étrangers. Il faut donc que la L.A. adhère au Comité Régional du Tourisme (CRT de Bretagne) à égalité avec les autres départements. La promotion de la Bretagne doit être faite sur cette base territoriale et des produits touristiques conçus à cette échelle. Une pression doit être exercée sur les éditeurs de documents touristiques et sur les organisations de tourisme pour qu'ils respectent l'intégrité du territoire breton.

b. Le département s'associera pleinement aux efforts de représentation de la Bretagne en France et l'étranger (soutien aux «Maisons de la Bretagne», présence aux foires et salons internationaux avec une

documentation économique et culturelle portant sur la Bretagne entière).

Ce faisant, le Conseil Général contribuera à restaurer l'image de la Bretagne à l'extérieur, actuellement brouillée par la diffusion de documents contradictoires sur les limites de cette région.

Pour la mise en place de structures permanentes

a. Création d'une Conférence des 5 Conseils Généraux pour discuter des problèmes communs à la Bretagne et qui sont de leur compétence (questions maritimes, portuaires, aéroportuaires, scolaires [collèges]...).

b. Un Conseiller Général sera officiellement chargé de suivre la réalisation des mesures énoncées ci-dessus. Son rapport annuel permettra de mesurer l'effort consenti par le Département pour son intégration dans l'ensemble breton (...)

Jean-Guy Le Floc'h, breton de l'année 1998 d'Armor Magazine

A 45 ans, Jean-Guy Le Floc'h est l'exemple même du Breton qui réussit en gardant son âme et en revendiquant ses racines.

A la tête d'Armor Lux, il ne s'est pas contenté de faire progresser les chiffres de l'entreprise de textile quimpéroise, il lui a imprimé à tout jamais une identité bretonne. Sa dernière ligne «Terre et mer» en est une des illustrations (...).

Sa passion pour la Bretagne se retrouve aussi dans une initiative originale qui lui vaut, plus que les autres, ce titre de «Breton de l'année» d'Armor Magazine : Création Bretagne. Véritable plateforme d'entreprises, cette association veut redonner aux produits bretons une forte personnalité et permettre, grâce au travail en réseau, la promotion de produits porteurs d'une identité et d'une culture (...).

Quatre nominés : Patrick Le Lay, Gilles Servat, Didier Squiban, Yvonig Gicquel.

Communiqué d'Armor Magazine



Divoud, Diorren, kevredigezh an embregerion brezhoneger

Un tregont penn embregerzh brezhoneger oberiant e Breizh hag er bed o deus divizet en em strolañ evit diorren arver ar brezhoneg en amerzh, en embregerzhioù hag er vuhez vicher.

Diorren eo anv ar gevredigezh nevez. Krouet eo bet an 10 here 1998 e Pléhédél e domani kaer kastell Koadgelen. Da gadoriad eo bet dilennet Jacques Cosquer. An Ao. Guy Plunier atebeg ar Clud de Bretagne zo bet anvet da gadoriad a-enor evit ar perzh kemeret gantañ e savidigezh ar gevredigezh.

Er c'huzul merañ eo bet dilennet :

Jacques Cosquer, jeder kevarouezour, Roazhon, kadoriad. Yvon Meudal, Armement Nicot, Konk-Kernev. Yann Le Mée, Atelier Hervé Le Mée, Roazhon. Gwenaél Mazé, Bruz. Jil Quillevere, Maisons familiales, Lokourman. Jean-Marie Cloarec, A.C.P. Kemper. Yann-Fulup Dupuy, Roudour, An Huelgoat. Jean Floc'h, Abattoirs Bernard, Moréac. Jean-François Furic, Ar Gelveneg.

An dalc'h kentañ a grogas gant pep a zispligadenn war obererezh ar berzhiaded, o deus evit ar yezh hag arver ar brezhoneg en embregerzhioù. Savidigezh un rouedad etrevroadel embregerion vrezhoneger e sell da ziorren darempredoù aferioù kenetrezo a voe breutaet.

An emvod kentañ a vo dalc'het e Kemper d'an 30 genver 1999. Kas o lizhiri da Jacques Cosquer, 3 rue Edith Cavell, 35000 Rennes.

Un groupe d'une trentaine de dirigeants et cadres d'entreprise qui sont actifs en Bretagne et dans le reste du monde a décidé de s'unir pour développer l'usage de la langue bretonne dans les entreprises, la vie économique et professionnelle.

L'association a pris pour nom Diorren qui signifie «développer» et «développement» tout à la fois. Elle a été créée le 10 octobre 1998 à Pléhédél. M. Jacques Cosquer, a été élu président pour la première année et M. Guy Plunier, responsable du Club de Bretagne, président d'honneur pour la part qu'il a prise dans cette initiative.

Les origines du Crédit Agricole dans le Finistère (1907-1945)

Une enquête d'Hervé PERSON

Si aujourd'hui le Crédit Agricole Mutuel compte parmi les plus importantes banques au monde, il est intéressant de comprendre les raisons de cette fulgurante expansion. De plus, parmi les différentes caisses régionales, celle du Finistère a toujours tenu une place importante dans cette organisation. Notre démarche s'effectuera en deux temps. D'abord, nous nous interrogerons sur les raisons qui ont motivé la création de cette institution affectée au financement de l'agriculture, puis nous analyserons les moyens que l'Etat a mis à sa disposition.

I. POURQUOI UNE BANQUE AGRICOLE ?

Le Crédit Agricole est né de l'échec du Crédit Foncier. Dans «Endettement des paysans et création du Crédit Foncier dans le Finistère (1840-1855)», nous avons décrit les conditions dans lesquelles se débattaient les paysans finistériens. Pour remédier à cela, le Second Empire créa le Crédit Foncier. Mais la question agraire (domaine congéable), la mauvaise tenue du cadastre, l'insécurité juridique eurent raison des objectifs assignés à cette banque. Il ne prêta qu'à de riches agriculteurs munis de solides garanties tant réelles que juridiques. Au lieu d'irriguer l'agriculture de ses capitaux, il draina l'épargne de celle-ci.

Les élites politiques étaient conscientes que le retard de l'agriculture sur l'industrie constituait un frein, voire un goulot d'étranglement à cette dernière. Aussi, en 1856, la question fut remise sur le tapis et Thomas Hugué présenta son projet de «Crédit agricole en nature par le louage du bétail et des instruments d'agriculture». Il s'agissait d'un contrat de métayage. «Le preneur aurait pour lui seul les fumiers et les laitages ; il recevrait en outre une somme en argent qui représenterait la moitié du croît ou des productions du bétail, l'autre moitié deviendrait l'équitable rémunération du prêteur. Là, point de gages ni d'intérêts, ni remboursements, ni souscriptions de billets à exiger de l'agriculteur : pourvu que ce dernier justifiât des moyens de nourrir le bétail, on lui fournirait gratuitement celui-ci, qu'il ne pourrait acheter à prix d'argent» (Source A.D. Kemper 7.M.80).

De plus, au siècle dernier, l'augmentation continue du prix de la terre (et donc des loyers) laissait peu de ressources au financement du capital d'exploitation. Situation caricaturale que l'on pourrait résumer ainsi : on avait de la terre mais pas d'outils pour la travailler ! Dans l'esprit de Thomas Hugué, le Cré-

dit Agricole devait occuper une place spéciale au sein du monde bancaire. Au Crédit Foncier était dévolu le financement du foncier (long terme), au Crédit Agricole le financement du capital d'exploitation (moyen terme) et à la Banque de France le financement du court terme. Cette division du travail dans le secteur bancaire était une mesure de bon sens destinée à prévenir les risques d'illiquidités.

A ces objectifs initiaux, limités, les dirigeants de cette institution n'auront de cesse d'élargir le champ de compétences. De banque agricole, aujourd'hui elle est devenue une banque à tout faire et le financement de l'agriculture n'occupe qu'une part minime de ses prêts.

Après la Commune, la bourgeoisie passe un accord avec le monde rural afin de contrer les revendications ouvrières. Ceci se manifeste entre autres par la politique du «Tarif Méline» et la création du Crédit Agricole. Les républicains lui assignent un autre but : républicaniser les campagnes.

II. LES MOYENS

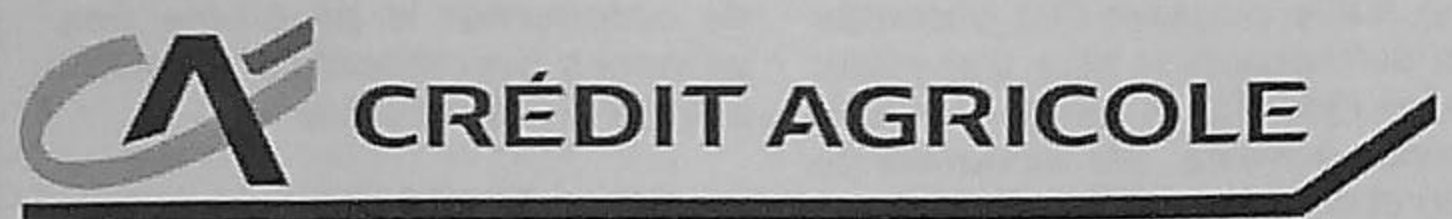
Si la loi sur le Crédit Agricole date de 1894, il faudra attendre 1907, soit 13 ans pour que naisse la caisse régionale du Crédit Agricole du Finistère. Ses membres sont tous adhérents du parti républicain. Celle-ci résulte de la collaboration de 3 caisses locales : Berrien (35 membres), Crozon (14 membres) et Saint Ségal (23 membres) (Source A.D. Kemper 7.M.81). En 1911, les effectifs de la caisse régionale atteignent... 2 salariés. Comme nous le voyons, les moyens sont limités. En 1931, soit près d'un quart de siècle après sa création, le nombre de socié-

taires se chiffre à 10 000 et l'effectif de la caisse régionale progresse à 14 salariés.

Entre le vote de la loi et la création de la caisse régionale, divers événements se sont produits. Le syndicat professionnel agricole de Pont l'Abbé dans un de ses vœux demande : 1. la réglementation du taux de l'intérêt et 2. la simplification des formalités hypothécaires : «Il est dur d'employer pour un prêt de 100 F le même timbre que pour un prêt de 100 000 et ces mêmes frais se retrouvent pour la main levée de l'hypothèque» (Source A.D. Kemper 7.M.80). Ceci est la preuve de la permanence des revendications antérieures.

Pour combattre les pratiques usuraïres en agriculture, le gouvernement «a cru devoir demander le 31 octobre 1896 à la Banque de France une avance de 40 millions, dont le renouvellement devait être effectué après le renouvellement de son privilège» (privilège d'émission) (Source A.D. Kemper 7.M.80). Voilà l'origine des prêts bonifiés. Enfin, la loi du 18 juillet 1898, dans son article premier énonce les produits sur lesquels un warrant peut être créé. Ce sont : les céréales en gerbes ou battues, les fourrages secs, les légumes secs, les matières textiles, les graines oléagineuses, les vins, cidres et eaux de vie, les cocons secs et les cocons ayant servi au grainage, les bois, les fromages, miels et cires et enfin le sel marin. (Source A.D. Kemper 7.M.80).

Après ce déblocage juridique, il faut s'assurer de la solidité de ce financement. Va alors s'établir une curieuse collaboration entre l'Etat, la caisse régionale et les caisses locales. Le crédit ouvert par la caisse régionale aux caisses locales est égal à 12 fois le capital versé par les caisses locales sous forme de souscription de parts à la caisse régionale. Puis, dans un second temps à toute augmentation du capital social de celle-ci, correspond une nouvelle avance de l'Etat, généralement égale au triple, voire au quadruple de cette augmentation (Source A.D. Kemper 7.M.81). Cette avance est sans inté-



rêt pendant 5 ans. Dans les années 20, ce délai passera à 26 ans ! Voilà des conditions de financement privilégiées.

En 1911, l'Assemblée Générale de la caisse régionale dresse un constat de semi-échec : «La constitution des caisses locales a échoué en partie et les caisses les plus florissantes, celles de Kerfeunteun, Carhaix, Quimperlé, Briec, Bannalec s'adressent comme vous le savez à des cultivateurs importants» (A.D. Kemper 7.M.81). Il faut relativiser ce tableau. En 1924, déjà, la caisse régionale du Finistère est la plus importante de l'Hexagone et elle se plaint que ses opérations soient limitées par l'insuffisance des dotations qu'elle reçoit de l'Office National. Plus révélateur nous semble être ce tableau de la progression des dépôts.

Année	Montant
1909	1 139 60
1910	16 882 50
1911	39 284 02
1912	82 873 57
1913	130 345 77
1914	108 249 02
1915	101 964 65
1916	88 947 21
1917	101 321 45
1918	125 893 00
1919	200 724 56
1920	478 745 76
1921	1 888 740 54
1922	3 111 746 26
1923	3 323 650 98
1924	3 624 489 74
1925	4 527 850 31
1926	5 234 688 59
1927	10 098 227 11
1928	13 034 153 18
1929	16 220 115 95
1930	22 206 107 08
1931	25 302 661 58
1932	21 476 975 67

(Source A. Kemper 7.M.81)

Ces conditions de prêts favorables faites aux paysans expliquent la progression des dépôts : les prêts engendrent les dépôts. Ce tableau des dépôts doit être corrigé par le taux d'inflation et aussi par le prix de la terre en Bretagne. Ainsi, en 1929, la caisse régionale des Côtes du Nord émet le vœu que les prêts à long terme puissent être accordés lors de l'acquisition pour une valeur double (300 000 au lieu de 150 000). L'année suivante, elle renouvelle ce vœu et constate : «Que les exploita-

tions d'une valeur de 300 000 ne constituent pas dans la région, comme semble le croire M. le Ministre de l'Agriculture, de grandes exploitations mais tout au plus des moyennes ; qu'en effet, le coût des terres quoique pauvres et souvent ingrates, est en Bretagne, extrêmement élevé par rapport à d'autres régions ; que cette cherté est causée par la densité de la population et son attachement à la terre» (Source A.D. Saint-Brieuc). Ce constat est aussi valable pour le Finistère. Ce manque de ressources ira souvent en augmentant. Ainsi, en 1953, Fichot, président de la caisse régionale déclare : «la Caisse régionale a 4 milliards de prêts alors que les dépôts ne s'élèvent qu'à 2 milliards» (Source A.D. Kemper 104.J.119). Pour obtenir la compensation elle est obligée de s'adresser à la Caisse nationale et de payer des intérêts plus élevés. Position très inconfortable. Pour trouver de nouveaux dépôts (nouvelles ressources) et pour réduire sa dépendance vis à vis de l'agriculture, le Crédit agricole va obtenir l'élargissement de ses compétences au monde rural. Ainsi, il est autorisé à accorder des prêts pour l'électrification rurale, puis aux communes et aux syndicats de communes et pour la construction d'abattoirs. En 1936, il obtiendra, en pleine crise céréalière, l'autorisation d'accorder des prêts de campagne.

Que retenir de cette étude ?

Le Crédit Agricole est né de l'échec du Crédit Foncier. Aujourd'hui, la Caisse régionale du Finistère se classe au 4^e rang des caisses régionales et emploie environ 1 200 salariés ; c'est dire le chemin parcouru. Après la II^e guerre mondiale, elle participera activement au financement du modèle agricole breton en continuant cette politique. Ce succès-là, elle le doit à l'active collaboration qui s'est installée entre elle, les caisses locales et l'Etat par les concours financiers qu'il lui a apportés. Mais ce résultat n'aurait pas été possible sans le dynamisme des paysans bretons. Elle ne prêta aux paysans bretons que grâce à la garantie de l'Etat, ce qui lui permit de contourner le problème des garanties hypothécaires qui avait entravé le Crédit Foncier.

Hervé PERSON, salarié agricole

Skol Vreizh

Ur geriadur o komz brezhoneg

CD-ROM : Ar geriadur a gomz brezhoneg a-vremañ
Dictionnaire vocal du breton contemporain

Ce CD-ROM est le premier dictionnaire vocal en langue bretonne ; c'est le fruit d'une collaboration entre TES-CRDP Bretagne*, l'IRISA* de Lannion, l'ENSSAT* de Lannion, les Editions Skol Vreizh, Francis Favereau et de nombreux bénévoles*.

Cet outil consiste en un logiciel sur CD-ROM qui permet de consulter le dictionnaire et aussi d'entendre les différentes prononciations proposées pour chaque entrée de la partie «breton-français». Ces prononciations sont générées par la synthèse de la parole sur laquelle travaille l'équipe TES-IRISA. La voix qui a servi de base à cette synthèse est celle d'Annie Ebrel, la chanteuse bretonnante.

Après avoir entré le mot désiré, il suffit de lancer la recherche pour voir apparaître la définition correspondante ou à défaut, une liste de mots orthographiquement proches. Les deux icônes situées en bas à gauche permettent de feuilleter le dictionnaire pour trouver la définition suivante ou précédente. En cliquant sur une icône on peut entendre la prononciation du mot (la première mentionnée dans la définition) ; les autres prononciations sont accessibles lorsque l'on clique sur la phonétique.

* TES : Ti Embann ar Skolioù Brezhoneg. CRDP : Centre Régional de Documentation Pédagogique. IRISA : Institut de Recherche en Informatique et Système Aléatoire. ENSSAT Lannion : Ecole Nationale Supérieure de Sciences Appliquées et de Technologie. Y.B. Montréor - J.L. Doumau - H. Gourmelon.

Geriadur krenn ar brezhoneg a-vremañ
Dictionnaire usuel du breton contemporain

Krenn eo ar Geriadur-mañ, sed etre bras ha bihan, e-kreiz 'tre ment an doare kentañ, da c'hortoz ken a vo embannet unan kresket, ha ment unan bihanaet hag a c'hallfe dont e-maez tro pe dro.

Krenn zo bet graet da hemañ endeo : krennet diwar egile, gant sikour tud all, a-benn eeunañ e stumm e-skeud rein ur skridur hepken, ar «peurunvan», evel ma oa bet goulennet gant dam.

Kavet e vez warnañ brezhoneg kreiz ar vro, an hini a oa c'hoant ganeomp da implijañ, pa vez komprenet gant kalz brezhonegerien, ha peogwir emañ pelloc'h e-barzh preder ar re a labour war ar c'helenn, kouls ha gant ar media...

Ma oa ar geriadur kentañ (ar Favereau) «geriadur ar studier, ar c'helennet pe ar c'hazetenner», salv ma teuy hemañ krenn da vout hini ar skoliad pe an deskard, kement hini a venn - hag a c'hell, na petra ! - deskiñ brezhoneg propikañ ma vo gallet, en ur chom an tostañ ar gwellañ ouzh pezh eo c'hoazh ar brezhoneg a-feson.

Le Dictionnaire usuel du breton contemporain est une version abrégée et allégée du Dictionnaire du breton contemporain de Francis Favereau. S'il contient à peu près le même nombre d'entrées (environ 40 000 termes), il est en orthographe unifiée et donne l'essentiel de la phonétique bretonne. Il s'adresse donc d'abord aux scolaires et à tous ceux qui veulent apprendre la langue bretonne, voire s'y initier ou y puiser tel ou tel renseignement.

Parution : printemps 99.
Livre relié, 1 020 pages.
Skol Vreizh, 20 rue de Kerscoff, 29600 Morlaix. Tél.02.98.62.17.20.

Fax 02.98.62.02.38. Internet : <http://www.mygale.org>



Per Denez :

R.H. ne oa ket Roparz Hemon

Ugentvet deiz ha bloaz marv Roparz Hemon a ro digarez da lod da glask lakaat hor stourmer meur da vignon an Alamanted e-pad ar brezel diwezhañ. Klevet e oa bet Per Denez o tislavarout an tezennoù-se e-pad ar gaozeadenn e Kamp ar Vrezhonegerien e Skaer e miz gouere, hag e-kerz un diviz aozet e Brest d'an 31 a viz here gant SKED.

Setu un nebeud aroudennoù kement ha kompren gwelloc'h pehini a oa bet roll Roparz Hemon, er skingomz da gentañ penn.

Roparz Hemon e penn Roazhon-Breizh

Roparz Hemon a oa ar rener, an hini a gase ar skingomz en-dro, met rannet e oa an amzer etre ar brezhoneg hag ar galleg war bouez ur vunutenn. Bez e veze arzhourien, sonaozourien eus ar re vrasañ aze : Jef ar Penven, André Vallée, ul laz-seniñ gant 60 den ennañ renet gant ur mestr a oa bet anvet araok ar brezel gant gouarnamant sokialour Blum. Peadra d'ober labour bras ha Roparz Hemon d'am sonj en deus graet aze labour bras. Evel just e oa ret chom er-maez eus ar politikerezh penn da benn. Eus un tu e vije bet aotreet da skeiñ war ar Saozon met eñ ne felle ket dezhañ en ober, eus an tu all e oa difennet outan skeiñ war gouarnamant Vichy hag anat eo ne vije ket aet da skeiñ war ar Alamanted, peogwir e oant aze hag e oa difennet kement-se e-barzh emglev ar peoc'h.

E zibab, ha dibab ar skipailh a oa en-dro dezhañ a oa, met un dibab ret ivez. Ret e oa chom war an dachenn sevenadurel.

Da lavarout eo, pezhioù-c'hoari da skouer, petra all e veze skignet ?

Bez e oa pezhioù c'hoari, kanaouennoù, sonerezh, displegadennoù diwar-benn Breizhiz 'zo, broioù 'zo, keriou 'zo... kuzulioù evit al labour douar... Disheñvel a-grenn e oa eus ar pezh a zo bet graet gant Per-Jakez Helias - komz a ran eus P.J.H. er penn kentañ -. Dre ret ivez e oa un diforc'h a spered dre ma labourer P.J. Helias eus Kimerc'h, da laret eo e veze klevet e Penn-ar-Bed hepken pe dost me gred, tra ma labourer Roparz Hemon eus Roazhon ha ne veze ket klevet e Penn-ar-Bed koulz lavaret : ne oa ket ganto an hevelep selaouerien. R. Hemon en deus klasket ober un dra hag a oa war ul live disheñvel eus live P.J. Helias. E gwirionez, skipailh Gwalarn a oa aze. Oc'h ober abadennoù e brezhoneg e oa Youenn Drezen, F. Elies Abeozen, Kerverzhioù, ha kalzig reoù all a veze pedet da zont eus lec'h all d'ober prezegennoù, e-giz Yann Ezel.

Evit an abadennoù e galleg, ar re o deus labourer ar muiañ a oa Florian Leroy, ha Creston, dreistholl, a rae pennadoù ingal diwar-benn bro Naoned, bro Raéz a anaveze mat, pennadoù brav tre, mat tre.



Roparz Hemon en 1954 en Irlande

Gouzout a reer pegement a vrezhoneg a veze ?

Gouzout a reer, war bouez ur vunutenn. Me 'zo en sonj embann ul levr diwar-benn an traoù se, gant an holl brogramoù bet skignet a-hed ar pevar bloaz eo bet padet, war bouez nebeut. Emañ ganin ar roll klok.

Da laret eo ar programoù dre skrid ?

Dre skrid, ya, bep sizhun e vezent embannet er c'hazetennoù, Ouest-Eclair, L'Heure Bretonne, Arvor, Le Nouvelliste. Trawalc'h eo furchal hag em eus graet.

N'eus chomet pladenn ebet ? Bandennoù ne oa ket c'hoazh anezhe ?

Pladenn ebet. Pladennoù gwevn a veze graet anezho, da laret ne oant ket pladennoù kalet. Enrollet e veze an abadennoù war pladennoù a veze kaset goude-se d'ar studio a-benn bezañ skingaset. Miret ez int bet pell goude ar brezel, betek ar bloavezhioù 50 pa 'z eo bet kaset ar skinwel hag ar skingomz en un ti all war bali Janvier e Roazhon, hag ar re a oa e penn an dilojadeg, gwir distrujerien anezho, hep tamm sevenadur ebet, o deus freuzet kement pladenn a oa. Bez e oa pladennoù sonerezh klasel enrollet gant lazioù-seniñ bras en Europa, kanaouennoù diouzh ar c'hiz d'ar mare-se, an holl abadennoù e brezhoneg, ha re Per-Jakez Helias da heul. Pep tra 'zo bet distrujet.

E-kerz e brosez e oa bet rebechet outan bezañ bet graet abadennoù brezhonek ?

N'ouzont ket hag eñ eo bet rebechet outañ, met perak e vije bet kaset dirak al lez-vern, evit bezañ graet abadennoù e Roazhon-Breizh, peogwir ne oa enne netra politikel ? Ar re o doa graet abadennoù e galleg, pa ne oa netra politikel e-barzh, n'int ket bet kaset dirak lez-vern ebet. Setu ma 'z eo bet heskinet Roparz Hemon ez eo peogwir e oant e brezhoneg. Ur bern skrivagnerien vrudet o deus embannet levrioù e galleg e-pad ar brezel ha ne 'z eus bet kaset dirak al lez-vern nemet ar re o doa embannet skridoù na oa ket tu d'o degemer, n'eo ket dre m'o doa skrivet e-pad ar brezel. Ne 'z eus den ebet hag a gredfe lavarout emañ a-enep d'ar brezhoneg hag e fell dezhañ e vefe distrujet da vat. Bez 'eus ur bern tud o deus c'hoant e vefe graet met den ebet ne gredo hel lavarout. N'heller ket mui tagañ ar brezhoneg, neuze piv a vez taget, ez eo Roparz Hemon hag a zo den-skouer ar brezhoneg. Petra a c'hell ar re a embann traoù a-enep da Roparz Hemon tamall outañ ? Setu n'eo ket a-enep da Roparz Hemon ez embannont, a-enep d'ar brezhoneg an hini eo peogwir o deus kasoni ouzh ar brezhoneg, hag e fell dezho distrujañ an hini a zo den-arouez ar brezhoneg.

R.H. ne oa ket Roparz Hemon

Gouzout a rit ez eus bet un emglev e Montoire etre ar C'hallaoued hag an Alamanted, hag eo ar C'hallaoued o deus goulennet kenlabourat gant an Alamanted, hag e-barzh an emglev-se e oa an diviz ne vefe ket roet d'ar Vretoned an disterañ skoazell evit o stourm politikel. Da skouer, an holl strolladoù kenlabourer gall, e-giz «collaboration», pe an Doriotisted, pe ar Fransisted... o doa ar gwir d'ober bodadegoù foran. Bez e c'hellañ komz eus ar re a oa e Roazhon evel ar strollad Collaboration, renet gant Alphonse de Chateaubriand, en deus graet ur vodadeg e c'hoariva kêr Roazhon - arabat disonjal e oa leun-kouch ar c'hoariva hag e oa leun ivez ar blasenn dirak hag e oa bet ret lakaat uhelgomzerioù en dia-vaez -.

Kement all a oa difennet ouzh an Emsav Broadel. Ar bodadegoù a veze dalc'het e tiez prevez atav : e ti Le Viol a gav din e Kerfeunteun e Kemper, un ostaleri e oa met en ur sal a-ziforc'h, e ti Gadbi e Roazhon. Atav e oa e tiez feurmet ha klozet.

Evit ar pezh a sell ouzh an emsav sevenadurel e oa aotreet. Ur raktres a oa gant Roparz Hemon. Embannet en deus e oa o vont da zas-

Sevel Mediaoueg ar Vro

tum un tregont skolaer brezhoneger bennak, a gav din, evit kregiñ, hag e vefe bet stummet dindan tri miz evit krouiñ skolioù kentañ e brezhoneg. An dra-se a zo bet difennet.

Komzet ez eus bet eus levr an Ao Freville. Pa 'n deus embannet e levr e labourer me en hevelep skol-veur gantan, mignon e oan gantan. Eñ a oa un den kozh hag un tammig klañv d'ar mare-se. Skrivet em eus dezhañ ul lizher hir tre, seven ha doujus, evit displegañ en doa faziet, ha perak en doa faziet, o tiplegañ dezhañ ne oa ket eñ gouest da chom hep gouzout piv 'oa an den-se en doa skrivet pennadoù nazi sinet R.H., a veze lakaet gant Freville war gont Roparz Hemon. Ha perak ? peogwir e oa meneget aozer ar pennadoù e-barzh geriadur skrivagnerien eus ar c'hornog dindan e anv, «Roger Herve, pseudonyme Catuolcos Glemarec», ha Freville a oa ivez e-barzh ar geriadur-se, gant ur pennad hir diwar e zorn. Forzh penaos, ma 'n doa un tammig douetañs e oa trawalc'h goulenn gant Malo Renault a oa bet embannet gantañ roll al lesanvioù. Freville n'en deus graet netra. Met Freville a ro ur bern gourc'hemennou d'an hini a oa rektor d'ar mare-se, an Ao Souriot. Perak ? Peogwir en deus Souriot distrujet ar gelennadurezh vrezhoneg, ar gelennadurezh a oa da vezañ savet, ha miret outi da vont war raok. Ha piv 'oa Souriot ? Da gentañ penn, evit bezañ rektor e oa ret ober le ha touiñ fealded d'ar Marechal Petain, peogwir ur rektor a oa «fonctionnaire d'autorité», hag e oa ret lakaat da dalvezout lezenn Vichy da lavarout eo skarzhañ kuit eus an deskadurezh ar Juevien hag ar frañmasoned. Ne fell ket din reiñ anvioù met gouzout a ran ez eus frañmasoned a zo bet skarzhet eus o flas, da lavarout eo a zo chomet e-pad pevar bloaz hep gopr ebet, gwenneg ebet. O bugale a anavezant, ha kalet eo bet ar vuhez evito. Met Freville a gave e oa mat tre an Ao Souriot peogwir e oa bet a-enep d'ar brezhoneg.

Evit dont en-dro da Roger Herve, Catuolcos eus e lesanv, Catuolcos en doa embannet e bennadoù e-barzh Stur. Ha ne oa nemet lenn, da skouer, ar pennad ma oa lavaret ennan e oa ret deskiñ norvegeg pe islandek kozh ! Ur mennozh na oa deuet morse e penn Roparz Hemon, pe egile ma skrive e oa ret implijout an doare skrivañ nevez, pa oa Roparz Hemon o pouez touiñ e-barzh Gwalarn na vije morse implijet gantan. Neuze e oa ret bezañ dic'houzvez pe bezañ difoutre. Met gouzout a ran mat tre piv en doa lavaret an dra-se da Freville, hag ez eo ar chaloni Falc'hun. Morse n'en deus skrivet Roparz Hemon e-barzh Stur. Me 'zo aet da welout Falc'hun o lavarout dezhañ ne oa ket gwir e oa an R.H. se Roparz Hemon. Nac'het 'm eus lavarout piv 'oa. O skrivañ un nebeud mizioù warlerc'h en deus Falc'hun lakaet ar pennad war gont Mordrel ! Mordrel n'en doa netra da welout, daoust ma 'z eo eñ a oa e penn Stur evel-just. Roger Herve a skrive kalz e-barzh Stur.

Bez em eus ganin ul lizher skrivet gant Roger Herve - n'eo ket din ez eo bet skrivet - o lavarout eo gantan eñ eo bet savet pennadoù Catuolcos, ha ne 'z eus ket tu da ziskouez al lizher en e bezh pe da Freville pe da forzh piv all peogwir ez eus e-barzh traoù divalo tre diwar-benn Freville !

E levraoueg ebet e Breizh ne vez kinniget e brezhoneg an darvez breizhek d'al lennerien. Sed aze pezh en deus lakaet tud da soñjal e oa erru poent bras krouiñ ul levraoueg (pe ur vediaoueg) breizhek bras, az afe endro e brezhoneg, diwar skouer *Llyfrgell Genedlaethol Cymru* e Aberystwyth (Bro-Gembre). Tamm-ha-tamm ez ez eus bet savet daou skipailh-labour en-dro d'ar raktres-se. Ha d'an 31 a viz Here e Gwengamp o deus divizet an daou skipailhad kenlabourat.

Ar paliou

Peder c'hevredigezh - Etre dec'h hag arc'hoazh, Levraoueg Breizh, Mignoned Anjela hag Unvaniezh Bro-Dreger - az ae d'ober unan eus ar skipailhoù, anvet *Emglev evit ul levraoueg vrezhonek*. Nebeut war-lerc'h eo bet kresket ar strollad gant teir c'hevredigezh all - Dastum Bro-Dreger, Radio Kreiz-Breizh hag Unvaniezh ar Gelennerien Brezhoneg (UGB). Labour kentañ ar skipailhad-se zo bet sevel ur rentañ-kont evit diskouez ez eo erru poent ober war-dro an dielloù a-bouez a gaver e Breizh. Troet e vez perc'hennet ar seurt dielloù da gas anezhe da Levraoueg Aberystwyth : eno e vezont sur e vo renket ha gwarezet mat an darvez brezhonek. Ar re a ro o dielloù brezhonek da levraouegoù Breizh a vez dipitet o welout ne vez ket graet war o zro.

Setu e kinnig an *Emglev*, en e rentañ-kont, e vefe dastumet ha bodet an holl levrioù ha dielloù brezhonek hag an holl re a denn da yezh pe sevenadur ar vro, en ul lec'h plijus ha digor d'an holl e-lec'h ma vo graet war o zro e brezhoneg. Ouzhpenn an darvez-se e vo moaien da lakaat levrioù ha dielloù war forzh peseurt darvez hag e forzh peseurt yezh.

Paliou pennañ ar vediaoueg bras a vefe :

- lakaat arbennigourien, brezhonegerien anezhe, d'ober war-dro an dielloù en ul lec'h gwarezet a glotte gant ur seurt labour ;
- sevel un dalc'had kentañ gant darvez pourchaset gant an *Emglev* ;
- kreskiñ an dalc'had-se en ur ginnig d'an holl re o dije dielloù a seurt-se fizian anezhe d'al levraoueg ;
- krouiñ ur fiziad lezennel a-benn degemer an holl levrioù nevez en dalc'had ;
- skignañ darvez an dalc'had en ur implij an teknikoù kelaouiñ hag eskemm nevesañ (dre an Internet da gentañ penn) hag en ur reiñ plas d'ar vediaoueg e rouedad etrevroadel al levraouegoù ;
- reiñ buhez d'ar vediaoueg en ur sevel abadennoù sevenadurel war an ton bras (a-benn sachañ an holl) hag abadennoù evit broudañ ar brezhoneg.

Penaos 'kerzho ar vediaoueg ha penaos e vo staliet diabarzh ar savadur e vez displeget ivez er rentañ-kont.

Met chom a rae c'hoazh da zibab ul lec'h ha da dermeniñ ar mod da zastum arc'hant evit kas ar raktres da benn.

Al lec'h

Ur skipailhad tud all a oa o labourat, ur prantadig zo, war raktres **Teknopol Kerampuilh e Karaez**. Divizet e oa bet ganti e vije savet, e-touez savadunou all, ul levraoueg breizhek. Anat deomp holl diouzhtu talvoudgezh o diviz, pa ouzer e vo kavet - war ar memes lec'hienn - ur sal arvestoù, ur sal «Hengoun» da vodañ ur bern tud, ur sal sinema, salioù emvodoù, ur poull-neuial, ul leurenn bras-spontus, ul lise, ur skol-veur, h.a. Ijinañ a reer a-walc'h peseurt kenlabour a c'hello sevel etre an holl dud war an dachenn.

M'o doa pledet tud skipailh Karaez gant kudernoù pleustrek, n'o doa ket bet amzer a-walc'h da vont pelloc'h na da dermeniñ petra resis e vije bet e savadur al levraoueg.

Fonnus eo bet komprenet gant tud an daou skipailhad e rankent urvaniñ o nerzh ha sevel ur raktres boutin.

Levraoueg ar Vro zo bet krouet d'an 31 a viz Here 1998, evit raksevel ar vediaoueg bras. Krouiñ ar vediaoueg a dalvez, da gentañ holl, goulenn gant un embregerezh a-ratozh sevel ur **studiadenn** war ar pezh a vo posubl ober hag an arc'hant a gousto. Pezh a vo graet en devezhoù o tont.

Moarvat zo tud all o deus soñjet ivez e oa poent krouiñ ul levraoueg evit dielloù ar vro hag a zo krog da sevel o raktres diouzhtu. N'eus forzh e pelec'h int erru gant o freder : poent eo d'an holl labourat asambles. Diaes e vije ijinañ e vije moaien krouiñ meur a vediaoueg bras. Met aezetoc'h soñjal e c'hello bezañ savet levraouegoù bihanoc'h all, a genlabouro gant mediaoueg Karaez. **Setu perak e kinnig Levraoueg ar Vro d'an holl re o deus savet ur raktres d'en em vodañ e Karaez d'an 19 a viz Kerzu (Ti ar Vro, 2 eur goude kreisteiz).**

N'haller ket echuiñ hep adlaret pegen bras eo raktres Levraoueg ar Vro. Evit ar wech kentañ e vo lakaet yezh ha sevenadur hor bro e kreizig-kreiz un aozadur hollvedel. Mediaoueg ar Vro a vo staliet e savadurioù a zegemero ul lise da gentañ, ur skol-veur da heul. Lakaat a raio darvez Breizh da vezañ kalon ur rouedad gouiziegezh az aio en tu-hont da harzoù ar vro. **Hag ar brezhoneg 'n hini eo a vo yezh labour ul lec'h soñjet evit an dazont.**

Titouroù : **Levraoueg ar Vro**, 5, rue des Forges, 22000 Saint-Brieg

Vers une grande médiathèque bretonne

Dans aucune bibliothèque de Bretagne, les textes rédigés en langue bretonne ne sont aujourd'hui rassemblés et traités par des professionnels pour être ensuite communiqués en langue bretonne au public - grand public ou chercheurs spécialisés. C'est ce constat qui a amené diverses associations à réfléchir sur la nécessité de créer une grande bibliothèque (ou médiathèque) bretonne, fonctionnant en breton, sur le modèle de la bibliothèque *Llyfrgell Genedlaethol Cymru* à Aberystwyth au Pays de Galles. Deux équipes se sont progressivement constituées autour de ce même projet de médiathèque bretonne, gérée et animée par des professionnels et fonctionnant en langue bretonne. Et, le 31 octobre 1998 à Guingamp, elles viennent de décider de faire fusionner leurs projets.

Un lieu d'implantation

L'autre équipe, réunie en un «pool» autour du projet d'aménagement du site de Kerampuil à Carhaix, avait quant à elle inscrit la construction d'une bâtisse destinée à une bibliothèque-médiathèque dans le cadre d'un projet beaucoup plus vaste. On mesure d'emblée l'intérêt d'un lieu regroupant une salle de spectacles et de congrès, une salle «Tradition» à forte capacité d'accueil, un cinéma, des salles de réunion, une piscine, une plate-forme événementielle, un lycée, une université, etc., et une médiathèque bénéficiant des apports de chaque activité voisine qu'elle peut nourrir à son tour.

Contact : **Levraoueg ar Vro**, 5 rue des Forges, 22000 Saint-Brieg

I Muvrini en Bretagne

Interview de Jean-François Bernardini

Le groupe corse I Muvrini était de passage en Bretagne, à Rennes, lors d'une tournée sur le «continent».

Jean-François Bernardini, créateur du groupe avec son frère Alain, nous a fait part de quelques impressions et réactions sur la situation dans son pays et les relations entre le groupe et la Bretagne.

Cette tournée sur le continent traduit une nouvelle montée en puissance du groupe, après Bercy, après le disque d'or. C'est le signe d'une nouvelle reconnaissance ?

C'est vrai qu'on est en train de faire sans doute la plus importante des tournées qu'on ait pu faire sur le continent. C'est extrêmement émouvant, c'est réconfortant. On joue dans des salles de plus en plus grandes, pour un public de plus en plus large et ça, je crois que c'est le signe de la reconnaissance d'une vitalité qui dépasse, à notre sens, la reconnaissance à un groupe, à une musique, à une culture. Il y a une façon de dire, de décliner aujourd'hui ce que sont nos identités, ce que sont nos différences, ce que sont nos communautés.

Effectivement, il y a d'un côté cette reconnaissance des identités mais il y a aussi le labeur acharné, opiniâtre d'un groupe afin d'acquiescer cette reconnaissance...

Je crois qu'on doit à la fois regarder le parcours, se rendre compte qu'il y a eu un lent et très long travail, persévérant, avec la fidélité d'un public qui n'a cessé de croire, avec aussi des partenaires, avec des gens que nous avons convaincus, qui se sont associés à cette dynamique, aussi bien dans le domaine médiatique que dans le domaine des maisons de disques, dans le domaine de notre propre structuration mais c'est vrai, on croit aux vertus du travail. Je crois que c'est en travaillant qu'on arrive à rendre possible quelque fois ce qu'on imagine impossible.

On reste encore surpris de voir les I Muvrini sur scène interprétant certains textes avec d'autres artistes, certaines chansons comme Amsterdam de Jacques Brel alors qu'on devrait considérer cela comme quelque chose de tout à fait normal, naturel...

On est toujours un peu des nouveaux venus et on surprend, on est inattendu parce que je crois qu'il y a dans le conscient ou dans l'inconscient une image très réductrice de ces musiques, donc des hommes et des femmes qui les portent. Je crois qu'aujourd'hui, c'est à nous d'avancer avec l'envie de donner ce qu'on a de beau, ce qu'on a de

fort. Avec l'envie de convaincre aussi. Et à travers l'interprète, l'auteur, le compositeur qu'était Jacques Brel, c'était une occasion supplémentaire de montrer d'abord qu'il n'y a pas de fermeture. Notre musique a envie de dialoguer avec toutes les musiques, tous les créateurs et l'exercice était très beau et nous a donné beaucoup de plaisir.

Jacques Brel, c'est quelqu'un d'important pour toi ?

Je crois que ce n'est pas un chanteur du passé. C'est quelqu'un qui a laissé une empreinte forte. A la fois bien sûr ses chansons qui nous rapprochaient, qui nous faisaient toucher des choses, qui nous les faisaient voir. Et puis, au delà de ça, Brel, c'est aussi une intégrité, un humain fort, dans le sens où il faut être fort pour gérer comme il l'a fait, son chemin, son arrivée et son au revoir. Il est fort pour ça, parce qu'il a laissé des marques. Il a laissé sa musique dans la musique, sa chanson dans la chanson. Brel est incontournable et c'est un des artistes-repère que moi, j'ai eu dès mon adolescence et pour lequel je garde une profonde et vraie estime.

Je sais qu'il est venu en Corse et qu'il a laissé un très beau souvenir dans un bar de Propriano où il a débarqué un soir et où il a chanté avec les gens qui étaient là, à la fois ses chansons, avec sa guitare et puis, en même temps quelques chants corses que ceux qui étaient autour de lui interprétaient. La simplicité et la vérité de l'humain. Finalement, est-ce que ce n'est pas ça la vérité d'un artiste ?

Pour la première fois, on a vu Jean-François Bernardini chanter quelques mots en français. Certains se demandent si le groupe va dorénavant interpréter des chansons en français...

Si d'autres imaginent qu'on a une quelconque réticence à l'égard de cette langue, le français, ou d'une toute autre langue, je crois qu'ils se trompent. La langue dans laquelle nous chantons, elle est sœur de toutes les langues et elle cherche à inventer cette fraternité, ces liens-là. Pour autant, je crois vraiment qu'on ne choisit pas la langue dans laquelle on chante, elle s'impose à vous parce que c'est celle que vous respirez avant tout, c'est celle que vous entendez



Jean-François et Alain Bernardini, du groupe I Muvrini

avant toutes les autres. Et, on a beau vouloir se refaire, on ne se refait pas. Une langue, c'est comme un instrument dont on apprend à jouer très tôt. Alors, on a beau vouloir dire «j'ai appris la guitare et je voudrais jouer du saxophone», on a le sentiment que là où on est le plus riche, où on est le plus nous-même, là où notre langage est le mieux pétri, de ce que nous sommes, c'est véritablement lorsque nous chantons cette langue-là. Alors pourquoi vouloir à tout prix tenter l'exercice qui correspondrait à un plan de carrière, à une envie, non... Je crois fortement qu'on a envie de rester fidèles à ce que nous sommes. Ce qui n'exclut pas que des exercices peuvent être tentés pour le plaisir, pour l'envie mais je crois la substance d'I Muvrini fortement imprégnée de cette langue-là, et en changer ce serait perdre quelque chose ou perdre un petit peu de notre couleur de peau.

Quel est votre regard sur la situation actuelle en Corse ?

Nous sommes... une petite tribune à travers ce que la Corse est un peu dans l'impossibilité ou dans l'impuissance de dire parce que la réalité d'une culture minorisée, c'est aussi ça. C'est d'avoir très peu de médias, au sens culturel du terme et au sens plus proche du terme, pour se raconter, pour se dire. C'est vrai que le phénomène de violence, le bruit que fait la Corse prend un peu le pas sur tout le reste. Alors quel regard on porte ? On a le sentiment que plus quelque part, il y a de résonance sur ce qui se passe en Corse et plus on y enterre, on y enlève les vraies questions. La Corse est tellement terrée en ce moment dans une sorte d'impuissance qu'on finit par avoir le sentiment qu'il suffit de l'accuser pour la condamner. Et c'est un peu ça, la situation dans

laquelle sont les hommes qui sont vaincus. On a le sentiment d'une situation d'échec évident, économique, social, culturel... On a le sentiment d'un paradis en jachère. On a le sentiment bien sûr de ne pas toujours se reconnaître dans le regard des autres. On résume la Corse à ce que l'on perçoit de la Corse. C'est-à-dire à des faits de violence, souvent d'ailleurs avec un regard hypertrophié, diabolisant presque. On résume tout à tout. On voudrait faire croire que cette terre est peuplée de mafieux. Il est clair que la réalité corse est tout autre. J'ai vraiment envie de dire que la responsabilité, elle doit nous mener au-delà de ça. Qui est-ce qui met en scène la situation de la Corse ? Le problème corse a une histoire. La Corse n'est pas seule responsable de ses misères. Il y a un partenariat qui a très bien fonctionné jusqu'à présent : celui d'une vision d'Etat, celui d'hommes politiques locaux. Un certain nombre de nos consentements à nous, de nos responsabilités à nous qui ne pouvaient nous mener qu'à l'échec. On ne pouvait pas attendre d'autres fruits que ceux que nous récoltons aujourd'hui. Dans une île où on méprise l'identité, où on organise, du plus bas de l'échelle jusqu'au plus haut, la dépendance ; qui fait que notre économie, si tant est que l'on puisse en parler, est rythmée par l'arrivée des bateaux et le départ des avions. Dans une île que l'on a décrétée pauvre et handicapée depuis des décennies, quel rôle rest-t-il aux hommes si ce n'est un certain nombre de frustrations. Donc, je crois que ce qu'on obtient aujourd'hui, est à la mesure de ce que nous avons semé. On a beau faire tous les rapports qu'on veut, je crois que la première des honnêtetés est de reconnaître cette co-responsabilité. Il semblerait que l'on fasse aujourd'hui la compilation des malversations, des égarements qu'il y a en Corse sur l'utilisation de l'argent public mais n'oublions pas que si le système était mauvais pour tout, il était bon électoralement. Cet argent public a été souvent la plus forte et la puissante des armes électorales et c'est la raison pour laquelle il était allègrement toléré par les uns et par les autres. Maintenant, ceux qui pensent que, dans le domaine de l'utilisation de l'argent public, la Corse est un véritable terrain d'exception, ils se trompent lourdement. Quand on voit des affaires dévoilées avec des volumes de budget bien plus importants que ce dont il est question chez nous... je crois qu'aujourd'hui, vouloir à tout prix diaboliser la Corse et les Corses, en estimant que nous aurions la palme en la matière, c'est véritablement faire fausse route. Quant à l'attitude qui fait qu'aujourd'hui on pourrait penser que la Corse qui a 10 000 Rmistes en les désignant comme 10 000 privilégiés sur une population de 240 000 habitants, alors que ce sont certainement les plus démunis, ceux qui paient de leur propre vie, de leur propre destin et de leur propre épanouissement le prix de la non-formation des hommes, de l'aventure, c'est véritablement se tromper une nouvelle fois. Que dire ?

Comment résumer tout ça ? Moi, je crois que la politique menée en Corse n'a pas encore fait sa révolution. Par contre, il y a des hommes et des femmes qui, au quotidien, la bâtissent cette révolution. Parce qu'ils travaillent de leurs mains, parce qu'ils se remettent en question, parce qu'ils produisent dans une terre qui a été politiquement destinée à ne rien produire, à ne rien inventer, à ne rien créer. Ces hommes-là, ils prouvent que c'est au-delà d'une économie d'assistance qu'ils veulent vivre, dans une économie de développement en harmonie avec l'identité, avec la différence qui est viscéralement liée à cette géographie, à cette culture, à cette histoire et à la communauté qui vit là-bas.

Pour revenir en Bretagne, les I Muvrini, c'est presque vingt ans d'allers-retours entre la Corse et la Bretagne, qu'est-ce que ça t'inspire par rapport à ce qui se passe en Bretagne, du point de vue aussi musical ? Est-ce qu'il y a moyen d'aller encore plus loin ?

Je pense que oui, c'est vrai. Cela fait déjà quelques temps que nous venons ici et que vous avez été quelques-uns à jouer les pionniers dans ce domaine-là. La vérité, c'est aussi ça, de trouver les premiers pas. Revenir ici, c'est aussi avoir le sentiment que des hommes et des femmes, à certains moments, nous ont fait des signes et ont commencé à tisser ces petits liens qui aujourd'hui portent des fruits visibles avec une autre résonance. Il fallait être là pour semer et je crois qu'on a été plusieurs à le faire. Aujourd'hui, je crois que ces musiques, elles accèdent à une reconnaissance. Elles témoignent d'une vitalité et d'une envie qui dépassent largement les phénomènes de mode, qui eux sont tristement aléatoires. Il nous appartient, à nous, de continuer, de tisser d'autres solidarités, d'autres rencontres, d'autres dialogues, avec d'autres moyens. Continuons le chemin. Les artistes que vous avez, que nous connaissons, que nous reconnaissons comme Stivell, Kemener, Prigent, tous ces gens-là, je crois qu'il faut les additionner, ne pas les séparer. Il ne faut pas leur attribuer des bons ou des mauvais points, il ont tous joué des rôles essentiels, beaux et généreux, dans une musique à laquelle personne ne croyait. Et aujourd'hui, ceux qui ont protégé les racines, qui ont été le ferment de ça, ils nous aident à recueillir tous des fleurs. Il y a des fruits. Il y a des choses qui se passent. Et tant mieux pour la dignité de ces cultures, pour l'enrichissement, pour ce que vous nous donnez, pour la diversité du monde et pour le patrimoine de l'Humanité.

Après cette tournée, I Muvrini a d'autres projets ?

Certainement. On va continuer. On a le sentiment que ce dernier album est peut-être le premier du groupe parce qu'il est celui qui nous ressemble le plus, celui dans lequel on a tout mis, celui qu'on a mieux réussi que les

autres à notre avis. Parce qu'il est divers, il est multiple, il a notre vraie poésie. On sait que le prochain, on le veut encore meilleur, on le veut encore plus fort. Donc notre projet, c'est de continuer à tourner, en concert, en écriture, en ne nous amputant pas de ces fidélités que nous avons. A la fois ce que nous avons toujours dit, à ces combats qu'il faut mener, à cette envie de poursuivre ce chemin-là et ce scénario-là. Donc 1999 serait une belle et forte année et bien sûr, l'écriture sera une page importante. On a envie d'écrire d'autres chansons et j'ai l'impression qu'il y a, sur des horizons internationaux, en Europe et ailleurs, des choses belles, possibles aujourd'hui alors qu'elles ne l'étaient pas avant.

Lu dans «Ouest-France Dimanche»

Catalunya On ne parle plus l'espagnol à Barcelone

Actuellement, 80% des habitants de Catalogne parlent le catalan et près de 94% le comprennent. C'est le fruit de la politique linguistique des nationalistes modérés de Convergència i Unió (CIU) qui gouvernent cette communauté autonome depuis 1980.

L'implantation des langues régionales en Espagne est aussi la conséquence d'une forte décentralisation d'un pays divisé en 17 communautés autonomes dotées chacune d'un gouvernement et d'un parlement.

Mais la Catalogne (6 millions d'habitants), la région la plus riche et la plus puissante d'Espagne, constitue un cas particulier. L'enseignement dans le primaire et le secondaire est en catalan, reléguant le castillan pratiquement au rang de seconde langue.

Fin 1997, le parlement autonome catalan a approuvé une loi renforçant la place de la langue régionale. Le texte a été approuvé par 80% des députés et a donc fait l'objet d'un large consensus.

Cette loi étend l'usage du catalan dans les administrations, les commerces et impose des quotas aux télévisions, aux radios et au cinéma. Mais ce n'est pas tout. Les habitants de Catalogne disposeront d'un passeport et d'un permis de conduire rédigés en catalan, comme le seront d'ailleurs les chèques bancaires.

Cette politique n'est pas sans risque. Ses détracteurs s'élèvent contre l'enclave linguistique qu'est devenue à leurs yeux la Catalogne. Ils jugent aberrant qu'un fonctionnaire doive savoir parler catalan pour postuler à un poste dans l'administration régionale. Les mêmes conditions sont requises pour un professeur désirent enseigner en Catalogne. (...)

Toutefois, au-delà des polémiques, force est de reconnaître que le catalan est une langue millénaire d'origine latine, dont les premières traces remontent au XII^e siècle. Dérivé de la langue romane aux X^e et XI^e siècles, le catalan est passé depuis le début du XVIII^e siècle par diverses étapes d'interdiction ou de répression, notamment durant la dictature franquiste (1939-1975). Cette histoire explique en grande partie l'attachement des Catalans à leur langue, symbole de leurs libertés.

Dominique ORIN

Breizh-Euskadi

Nouveau procès en janvier

Lorsqu'un Etat refuse d'accorder l'asile à des réfugiés menacés dans leur pays, il se trouve des gens qui, à l'encontre des lois, vont accueillir chez eux des exilés. L'Etat français a clairement décidé de fermer ses frontières aux réfugiés économiques et également aux réfugiés politiques qui le dérangent. En ce qui concerne le Pays Basque, il va encore plus loin, il traque les militants indépendantistes pour les livrer aux policiers espagnols qui les torturent. Et par le passé, la police française a livré au Gal (Groupe armé de libération) des listes qui lui ont permis de trouver en Pays Basque français, puis d'assassiner plusieurs dizaines de militants basques exilés. Fuyant la répression espagnole, trois Basques avaient trouvé refuge chez Annie et Bernard, à Pluzunet dans le Trégor. Les 28 et 29 janvier prochains, Annie et Bernard passeront en procès pour «association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste». Ils risquent des peines de prison ferme. Pour les soutenir et dénoncer la répression dont ils sont victimes, nous avons créé un comité de soutien à Bégard. Il s'agit pour nous d'y défendre en tout premier lieu la liberté d'héberger et de circuler, étant donné que nos pays industrialisés sont plus doués pour fermer leurs frontières que pour accorder l'asile aux réfugiés économiques et politiques. Et puisque les réfugiés étaient basques, nous en profiterons pour défendre les cultures, langues et peuples minoritaires et rappeler que tous les peuples devraient avoir le droit de disposer d'eux-mêmes (ce que l'on appelle l'autodétermination). C'est sous l'étendard de la lutte antiterroriste que l'Etat français réprime ici des personnes pour le seul crime d'avoir hébergé. Il manipule l'information en diabolisant la moindre lutte liée au Pays Basque et peut ainsi laisser sous silence la situation sociale pourtant explosive de ce pays. Car, derrière le nationalisme pur et dur des Basques, mis en avant par les médias, se cachent en parallèle à la revendication identitaire, des luttes sociales qui secouent en permanence la société basque. Régulièrement, des groupes de gens refusant l'ordre établi, manifestent et prennent pour cibles les banques, les agences intérimaires.



Toute personne désireuse de soutenir Annie et Bernard peuvent nous rejoindre. La défense juridique étant coûteuse, tout soutien financier sera le bienvenu. Contact : 02.96.45.11.78. ou 02.96.43.25.04. Numéro de compte 8597380001, chèque à l'ordre du comité de soutien à Annie et Bernard, courrier à adresser au 3, Traou an Dour, 22140 Kermoroc'h.

Le comité de soutien à Annie et Bernard

Colombie : la gauche plurielle contre les guerillas

Au nord de l'Amérique du sud, la Colombie connaît une situation explosive. Pauvreté, misère, corruption, narcotrafic et guerre civile sont les mots qui reviennent le plus souvent dans l'actualité pour en parler. Il y a quelques semaines, le principal mouvement de guérilla, les Forces Armées Révolutionnaires Colombiennes, a infligé une grave défaite aux troupes gouvernementales dans le sud-ouest du pays : la ville de Mitú, près de la frontière brésilienne, a été prise. Au cours des combats, plus de cent militaires et policiers ont été tués. Une colonne de l'armée colombienne envoyée en renfort est tombée dans une embuscade et a dû se replier. Lorsque la ville a finalement pu être dégagée, les combattants des F.A.R.C. s'étaient évaporés en emportant des armes, du matériel et quarante policiers faits prisonniers. Le gouvernement US estime la situation extrêmement préoccupante : selon une étude du Pentagone (ministère US de la Défense), le régime de Bogota, allié de Washington, pourrait s'effondrer dans les cinq ans à venir.

Bien que son rôle soit marginal en Amérique «latine», la France souhaite cependant se placer sur certains créneaux, parmi lesquels celui de la sécurité. C'est un document fort intéressant qu'a publié, au début de l'année, le S.I.R.P., Service d'Information et de Relations Publiques du ministère de l'Intérieur. Il s'agit d'une cassette vidéo de douze minutes, intitulée «Bogota 97 - Le RAID en Colombie». Après une brève introduction sur la violence en Colombie (27 000 homicides volontaires par an) liée à la guérilla, à la délinquance «ordinaire» et au narcotrafic, le seul thème abordé est celui de la lutte anti-guérilla.

Envoyés à Bogota pour trois semaines, des policiers du RAID ont formé à l'Ecole de Cavalerie des membres du GAULA (Groupe Administratif Unifié de Lutte Antiterroriste) et du D.A.S. (Département Administratif de Sécurité). La formation est d'un niveau élevé : endurance, musculation, séances de tir, notamment avec des armes d'épaule ultra-modernes, explosifs, etc. L'usage de l'hélicoptère (prémonitoire ? l'entraînement se fait sur le modèle US «Black Hawk» qui a servi au Vietnam...) est approfondi. En conclusion, le responsable du détachement du RAID - le seul Français qui ne soit pas masqué - déclare : «Il semblerait que nous leur avons apporté des bases suffisamment solides pour qu'ils puissent continuer à s'entraîner et s'améliorer de manière à être efficace... «Ici on ne fait pas de la police virtuelle»... «Ce sont des gens qui vont être engagés directement dans les 48 heures après la cérémonie de clôture. Ici, on fait de l'assistance directe à des forces de sécurité qui sont sur les différents théâtres».

«Gauche plurielle» et «Patrie des Droits de l'Homme» sont des termes à prendre pour ce qu'ils sont : du vent. L'attentat de Belfort, qui a tant fait couler d'encre, n'a pas dû faire que des malheureux en Colombie...

Les Berbères défendent le tamazight en France

Environ 250 personnes ont répondu à l'appel de 4 associations (Tamazgha, Collectif pour l'abrogation de la loi d'arabisation en Algérie, association Kabylie-Europe et le MCB-Immigration) pour un rassemblement dans le cadre de la journée de manifestations qui ont lieu dans toutes les localités où l'on parle les langues régionales en France, à l'initiative du Comité républicain pour la modification de l'article 2 de la Constitution et la ratification de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires sous le thème «La France, pays des droits de l'homme moins un».

Les slogans brandis sur deux grandes banderoles au Trocadéro à Paris :

- Langues régionales, langue berbère : même combat.
- Pour l'enseignement de la langue berbère dans les écoles en France.
- Tamaziyt di lakulat n Fransa (traduction : Tamazight dans les écoles de France).

Aux côtés du drapeau amazigh (berbère) a été accroché le drapeau breton.

Une pétition pour l'enseignement de la langue berbère dans les écoles en France a circulé lors de ce rassemblement.

Dans leur intervention, les organisateurs du rassemblement ont appelé les Berbères de France à s'organiser autour de cette revendication de l'enseignement de la langue berbère en France. Ils ont appelé à une mobilisation autour de cette revendication et à la multiplication d'actions dans ce sens. Ils ont affirmé leur soutien aux revendications des mouvements des langues et cultures régionales, et demandent l'officialisation de ces langues et la modification de l'article 2 de la Constitution. Ils rappellent que le rassemblement s'inscrit dans le cadre des manifestations qui ont lieu le même jour un peu partout en France.

Il a été aussi proposé que des lettres soient adressées à Lionel Jospin, pour lui demander l'intégration de la langue berbère dans la liste des langues concernées par la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires.

Toute l'Histoire des Pays Celtiques

Après *Toute l'Histoire de Bretagne*, les éditions Skol Vreizh vous proposent *Toute l'Histoire des Pays Celtiques* en un volume relié et cartonné de 380 pages.

C'est le premier ouvrage qui prend en compte l'espace celtique dans sa globalité et sa diversité : Patrick Galliou dresse tout d'abord un tableau du monde celtique des origines. Puis, leur histoire divergeant, les pays sont étudiés séparément : l'Irlande par Jean Guiffan, l'Ecosse par Bernard Sellin, l'île de Man, le Pays de Galles et la Cornouailles par Hervé Abalain ; la Bretagne par Jean-Christophe Cassard et Jean-Jacques Monnier ; la Galice par Robert Omnès. Enfin, le panorama est complété par Francis Favereau qui dresse l'état des langues celtiques aujourd'hui ; alors que Jean-Christophe Cassard évoque la diaspora celtique dispersée sous tous les horizons et que Pierre-Yves Le Rhun brosse des perspectives économiques encourageantes pour cet «arc atlantique» des aménageurs qui n'est autre que l'espace celtique.

Rédigée par une équipe de spécialistes attachés aux Universités de Brest, Nantes et Rennes, cette œuvre collective doit s'affirmer une fois de plus comme un livre de référence.

Les éditions Skol Vreizh vous proposent *Toute l'Histoire des Pays Celtiques* en souscription, au prix exceptionnel de 135 F (frais d'envoi inclus) jusqu'à parution.

Toute l'Histoire des Pays Celtiques. Livre de 380 pages. Relié-cartonné. Format : 15x21 cm. En souscription : 135 F port inclus.

Toute l'Histoire de Bretagne. Livre de 800 pages. Relié-cartonné. Format : 15x21 cm. 195 F + 20 F de port.

Guyane

La France veut en terminer avec les Indiens

La France précipite les initiatives pour en terminer avec les Indiens. La solution finale se met en place, et comme pour l'Holocauste des juifs, la presse se tait : y aura-t-il seulement dans 50 ans le «procès Papon» de ceux qui mettent en place, en ce moment, le génocide culturel des Indiens de Guyane ?

En 1997, pour qu'il n'y ait pas de témoins, la France a commencé par chasser tous les ethnologues de Guyane : ils n'ont plus le droit d'aller chez les Indiens Wayampi, Emerillon (Teko) et Wayana. Cette année-là, l'ethnologue Eric Navet, directeur de l'Institut d'Ethnologie de l'Université de Strasbourg, qui travaille en Guyane depuis 1971, devait réaliser une étude d'impact socio-ethnologique de ce qui risquerait de se produire si un Parc national était créé chez les Indiens, mais le Ministère de l'Environnement a refusé de financer cette étude alors qu'il y a eu 250 millions de francs pour financer pendant 10 ans l'étude du potentiel minier de la Guyane.

Comme si le but était d'attirer les industriels.

Quant à l'étude du potentiel écologique du sud de la Guyane, elle n'a été réalisée qu'à la dernière minute sur «le papier», sans financement pour organiser les expéditions sur place. Le nombre des chercheurs naturalistes a même baissé en Guyane, et il n'y a toujours pas d'étude du potentiel écologique de la moitié nord de la Guyane, préalable pourtant indispensable pour décider sur des bases objectives où il faudrait faire le Parc national.

En novembre 1997, J. Chirac va chez les Indiens de Camopi mais interdit à la Presse de l'y accompagner. Y a-t-il donc là-bas tant de choses à cacher ? On apprendra qu'il s'agissait pour J. Chirac d'inaugurer là-bas une base militaire avec une piste d'aviation. Peu après, l'Armée a été chargée d'installer tout le nécessaire pour que la télévision soit captable dans tous les villages indiens. Depuis le 10 juin 1998, ils ont droit à «Dallas», «Amour, Gloire et Beauté», et toutes les séries policières américaines, avec la bénédiction de Jean-Marie Cavada, le patron de la chaîne R.F.O. A quand un «La Marche du Siècle» sur le combat actuel des Indiens de Guyane ? Il n'y a pas pire que la télévision pour ethnocider. Puis l'Armée a construit un presbytère à Camopi et y a installé un missionnaire, le Père Franz, en juillet 1998.

Alliance du sabre et du goupillon, comme au «bon vieux temps des colonies» !

La France est pressée d'en finir avec les Indiens car elle veut gagner de vitesse les militants indiens de Guyane qui se battent pour être enfin reconnus officiellement, comme les Kanak (Déclaration solennelle de Twenké-21 juin 1998). Or, pour la France, la Guyane étant un département, il est constitutionnellement impossible d'y reconnaître l'existence de peuples différents. Alors, la France s'empresse de tout faire pour que disparaissent les «particularismes» et mette «aux normes» les Indiens, même si cela engendre la réapparition des maladies épidémiques comme l'a signalé en mai 1998 le Dr Bruno Vion en poste à Camopi.



Pour empêcher la reconnaissance du territoire amérindien, la France accélère la mise en place d'un Parc National sur les terres occupées par les Indiens et ce Parc est défini avant tout comme un «outil de développement». C'est pour cela que la France refuse de protéger la nature dans les 5 millions d'hectares inhabités de la partie centre et nord de la Guyane, là où les scientifiques souhaitent un Parc, se contentant dans cette partie nord d'y protéger moins de 6% de cette immense surface vierge sous forme de 5 réserves naturelles. Par contre, la France veut faire le Parc dans les 3 millions d'hectares du sud de la Guyane, là où vivent traditionnellement 3 peuples indiens, pour leur couper l'herbe sous les pieds et accélérer l'ethnocide en organisant l'invasion des fleuves où ils vivent par des touristes, au prétexte de l'«écotourisme» qui se transforme insidieusement en «ethnotourisme». Les tour-opérateurs poussent à la roue car ils espèrent de juteux bénéfices en obtenant, grâce à la création du Parc, l'essentiel pour eux : la possibilité de faire miroiter aux touristes la visite des villages «d'authentiques sauvages». Ce qui est actuellement impossible car depuis un arrêté préfectoral de 1970, le tourisme chez les Indiens du tiers sud est interdit.

Pendant la discussion pour mettre en place le Parc National, le Ministère de l'Industrie, via la D.R.I.R.E., s'empresse de multiplier les autorisations de prospection minière malgré les protestations des Indiens. Par exemple, en 1997, la société Homestake a obtenu 4 permis sur la rivière Sikini, au nord de Camopi. Homestake est connu pour ses conflits avec les Sioux dans le Dakota.

Mme D. Voynet se désintéresse complètement de la question, car ce n'est pas électoralement porteur. Ce le serait peut-être si la presse secouait l'opinion publique. Lorsque le député Alain Bocquet l'interroge au sujet de l'ethnocide des Indiens de Guyane et du désastreux projet de Parc National, Mme Voynet se contente pour répondre (J.O. du 9.3.1998) de recopier une réponse déjà faite par Corinne Lepage le 11 avril 1997.

Alarmé par la concentration record de mercure retrouvé dans le sang des Indiens du Haut-Maroni, l'association Solidarité Guyane (26 rue du Maréchal Ferrant, Rungis) s'adresse au ministre Voynet. Dans sa réponse du 2 juillet 1998, elle fait croire que l'exploitation de l'or par barges flottantes suceuses est interdite. Or, dans la pratique, il y a toujours des barges et le gouvernement n'a pas signé d'accord avec les pays voisins pour interdire l'orapillage par barges sur les fleuves frontières. De plus, elle fait croire que les forces de l'ordre interviennent alors qu'en réalité il n'y a pas de «barrages» sur les fleuves. Il y a seulement des militaires qui se contentent de regarder et de compter les pirogues qui remontent chaque jour le Tampoc pour livrer le carburant aux chantiers en amont, au grand désespoir des Indiens Emerillon (Teko) et Wayana qui habitent ce fleuve. Peut-être que cette politique de laisser-faire face à l'invasion de la forêt par les garimpeiros brésiliens fait partie de la «Solution finale» pour accélérer le génocide culturel des Indiens de Guyane ?

Pour en savoir plus : France-Amazonie, 3 impasse de Normandie, 31700 Blagnac.

Kengred gant pobl Kurdistan

Komzet ez eus bet kalz diwar-benn Adulà Ocalan, penn bras ar PKK (Strollad Labourerien Kurdistan), ha gouarnamant Turkia a c'houlenn ma vo kaset dezhañ gant gouarnamant Italia. Ma 'z eus bet klevet e oa spontourien eus ar PKK, hag e oa bet lazhet tud gant stourmerien evit Kurdistan dizalc'h, n'eus bet lavaret hogos netra siwazh a-zivout gwaskerezh pobl Kurdistan gant Stad Turkia.

Ken bras ha Stad-C'hall eo tachenn Kurdistan, hag hi rannet etre peder Stad : Turkia, Iran, Irak ha Siria, ma vev 25 milion a Gurded enne. 10 milion all zo dasparzhet dre ar bed (en Europa dreist-holl).

Stad Turkia diazezet war ar ouennelouriezh

Adalek deroù an 20vet kantved e krog ar ouennelouriezh-Stad d'ober he reuz e Turkia. Goude gouennlzh an Armenianed e-doug ar brezel-bed kentañ eo tro ar vinorelezh c'hresian da rankout kuitaat ar vro (goude brezel Turkia / Gres ma voe lazhet miloned a C'hresianed o chom en Istanboul). Evit kas da get ar re a chom (d.l.e. ar Gurded) hag o sevenadur, e sav Stad Turkia ur gwir politikerezh gouennelour.

An holl yezhoù ha sevenadurioù estreget re Durgia zo difennet. Morse n'eo bet doujet emglev Lausanne¹ a anzav eo ar Gurded ul lodenn eus Republik Turkia. Dreistelezh «gouenn Turkia» a adkaver ingal er sevenadur (lennegezh, sone-rezh...) hag en deskadurezh. Ur varzhonég a vez desket er skolioù a grog e giz-se : *Turk on, dreist ar re all eo ma gouenn ha ma relijion*. Barzhonegoù eus ar seurt a vez implijet da geñver ar gouelioù broadel, er skinwel hag er skingomz. E 1930 pa wask Turkia emsavadeg ar Gurded en Arafa e tiskler ez-foran Mahmut Esat Boskurt, maodiern ar justis er mare-se : *Gwir nemetañ ar re n'int ket eus gouenn c'hlan an Durked eo bevañ dre ar sklavelezh*.

Demokratelezh politikel ebet ha drouk-ziforc'h el labour

Ar re ne zougont ket rik ouzh ar soñjoù ofisiel a vez barnet rak *broadelouriezh*. Tost 200 a gazetennerien, skrivagnerien ha skiantourien zo bac'het e Turkia er mare-mañ. Ar fed da embann ez eus eus ur sevenadur pe ur yezh bennak all estreget hini Turkia zo a-walc'h da zifenn ur strollad politikel. Heñvel eo ma klask ur strollad bennak ober gant ar C'hurdeg dre gomz pe dre skrid. Droukzikorc'h zo ivez war tachenn al labour pa ne c'hall ket ar Gurded kaout implijoù pouezus er veles-tradurezh hag er polis. Diaes eo dezhe kavout fred en embregerezhioù prevez

zoken a vez alies o c'houlenn un testenni «a emzalc'h mat», a-berzh polis Turkia n'eo ket gwall tuet d'ar Gurded.

Ar yezh difennet e pep keñver

Ouzhpenn nac'h ez eus eus pobl Kurdistan, e nac'h Turkia ez eus eus un istor², hag ur yezh. Gwashoc'h : implij ar C'hurdeg er skolioù zo difennet koulz ha reiñ kentelioù war ar yezh-mañ, pe ober abadennoù skinwel pe skingomz e kurdeg. Barnet e vez ar re na sentont ket ouzh kement-se. E-pad pell e c'halle bezañ kondaonet d'ar marv an dud a veze tapet gant ur gazetenn pe ul levr kurdek bennak. Bre-mañ eo start-start kavout skridoù pa vez bac'het an embannerien hag ar skrivagnerien kurdek.

Skarzhañ an disterañ roud

Ar gerioù *Kurd, kurdeg, Kurdistan* zoken zo difennet hag implijout unan bennak anezhe er c'hazetennoù, levrioù, barzhonegoù... a dalvez kement ha spontouriezh ; skarzhet int bet eus ar geriadurioù zoken. Oberennoù lennegel kozh ha talvoudus zo bet distrujet gant Turkia, ha traoù istorel skrivet war savadurioù kozh zo bet tennet, betek o lakaat da zianavezabl. Cheñchet eo bet holl anvioù kerioù ha keradennoù Kurdistan, ha lakaet anvioù turk e plas, ken ma voe diaes d'an dud en em lec'hiañ, en o c'hornbro memes. Difennet eo d'an dud ivez reiñ anvioù kurd d'o bugale. Livioù broadel Kurdistan ivez (gwer, melen ha ruz) a dalvez kement ha *broadelouriezh kurd*, hag e kerioù zo evel Batman ha Van e oa bet cheñchet ar gouleier : loc'hañ a rae ar c'hirri pa droe da c'hlas e-lec'h gwer !!!

Gouennlzh ar Gurded

A-benn chom hep implijout ar ger *Kurded* eo bet ijinet an termen *Turked eus ar menezioù* gant Stad Turkia ! Gürsel, pevare prezidant ar Republik a embannas : *Ma ne chom ket sioul Turked ar menezioù ne raio ket van an arme evit bombezañ o c'herioù hag o c'heriadennoù, ha distruj anezhe. Kement a wad a vo ma ne vo ket mui dioute, int hag o bro*. Penaos bezañ souezhet eta gant respont ar PKK bet krouet e fin ar bloavezhioù 70, hag a ziviz stagañ gant ar stourm armet e 1984, evit Kurdistan dizalc'h ? Gant ar brezel-se, 31 000 den marv, e tu pe du. Evit doare e klask Turkia heuliañ mennozh Gürsel, ha lod kerioù ha keradennoù Kurdistan zo bet tangwallet, preizhet, taget gant kirri-brezel, bombez, kanolioù hag armoù kimiek. Lod koadeier zo bet distrujet dre an tan pe an armoù kimiek 4 000 kêr gurd zo bet peurzstrujet, 4 milion a dud zo bet skarzhet eus Kurdistan, merc'hed zo bet

gwallet, prizonidi zo bet lazhet ha peurlazhet en toullou-bac'h, ha soudarded durk, lorc'h enne, zo bet luc'hskeudennet an eil re gant egile, asambles gant stourmerien Kurdistan bet dibennet.

Kirieghez Europa

An holl a zalc'h soñj eus an trouz bet graet da Saddam Hussein gant broioù Europa (Bro-C'hall en o zouez) hag ar Stadoù-Unanet, e-keñver lazhadeg ar Gurded gant Irak, da vare brezel Irak/Koweit. Ken spontus all ma veze implijet armoù kimiek ! Den evel-just o tegas da soñj e veze implijet napalm e Vietnam gant an Amerikaned. Ma save adu an holl da gondaoniñ S. Hussein e tav ar memes broioù pa vez kaoz eus Turkia. Gwashat tra : Stadoù Unanet Amerika a sikour Turkia en e ouennlzh. E lod broioù Europa e vez rediet d'ar Gurded o vevañ war o zachenn, da zibab anvioù o bugale war ar rolloù anvioù a vez kaset gant Turkia. Koulz lavarout e skoazellont politike-rezh gouennelour Turkia. Trouzusoc'h e vez lod pa vez anv eus arabekaat-ret Aljeria.

1. Emglev Lausanne eo a ziazez Republik Turkia e 1923.

2. Padal o deus bet ar Gurded ar Republik emren e-pad 14 miz e 1946-1947, war tachenn Iran. Met difennet eo ober enklaskoù istor war ar mare-se.

Kestour ar Bed

*Klevet 'm eus bet alies
da goulz dibenn an deiz
frondoù ponner o nijal
e soukoù diniver Beni-Mellal*

*Da serr-noz e-kreiz an avel
war lein an devenn vras hag uhel
'm eus santet galv ar gouelec'h
noazhder ha likentez an tevinier*

*Ar paotrig 'n doa lavaret din
e teuje en-dro 'benn ar fin
an touareg distro e sell lemm
kestour ampart ar steredenn.*

*Lavaret e oa bet din
ne oa na derou na fin
diouzh an traezh hag an heol
e tiwane ar parabol.*

*Me 'zo ganit breman,
o sonjal ouzh ar bed-man
gortoz a ran beajour bras
kevrinoù kozh an dud c'hlas.*

Padraig, hañv 98

Expolangues 99

Adalek ar merc'her 27 betek ar sul 31 a viz genver 1999, dindan Koc'hu Bras ar Vilette e Pariz, e vo dalc'het Saloñs Etrevroadel ar Yezhoù, ar Sevenadurioù hag ar Beajoù

Expolangues 99

le Salon International des Langues, des Cultures et des Voyages se déroulera fin janvier prochain à Paris dans la Grande Halle de la Villette, du mercredi 27 au dimanche 31.

A-drugarez da bennegezh Bodad-Labour «Expolangues» ar gevredigezh **Identité Bretonne**, hag a ra kement-all abaoe 3 bloaz, e vo kavet eno ur wezh c'hoazh ur stand evit ar brezhoneg, sikouret gant Penn-ar-Bed, Aodoù-an-Arvor ha Rannvro Melestradurel Breizh. *La langue bretonne y sera encore présente cette année, grâce à la persévérance du groupe de travail «Expolangues» de l'association Identité Bretonne, qui assure depuis trois ans l'organisation d'un stand subventionné par le Finistère, les Côtes-d'Armor et la Région Administrative Bretagne.*

Ce sera l'occasion de découvrir le tout nouveau **Dictionnaire vocal sur CD-ROM** des Editions TES-Skol Vreizh, de s'informer sur les différentes possibilités d'apprentissage du breton en Bretagne ou en Ile-de-France et de faire le point sur la situation actuelle (Charte, Constitution...) ainsi que sur les projets stratégiques en cours (radio, TV, Diwan...) pour la langue bretonne.

Le nouveau guide de la Musique Bretonne de Dastum

Dans le cadre de sa mission de promotion de la culture bretonne, l'association Dastum procède en ce moment à un recensement des acteurs de la vie musicale en Bretagne, dans le but d'éditer une version actualisée du Guide de la Musique Bretonne (dernière édition en 1993). Son concernés par cet appel tous les musiciens, chanteurs, sonorisateurs, conteurs, responsables de chorales, d'associations, de fêtes, festivals et concours, facteurs d'instruments, chercheurs, médias (radios locales et régionales, télévision, presse écrite...), éditeurs, diffuseurs, etc., amateurs et professionnels.



Le Guide de la Musique Bretonne réservera bien sûr une large place à la musique traditionnelle, mais sont également invités à y figurer tous les artistes et organismes plus largement liés à l'identité bretonne.

Dans un avenir proche, le guide fera aussi l'objet d'une édition sur internet, et donc d'une mise à jour régulière.

Tous les acteurs de la musique bretonne désirant figurer dans cet ouvrage sont donc invités à communiquer leurs coordonnées à :

Dastum. GMB. 16 rue de la Santé,
35000 Rennes. Tél.02.99.30.91.00.
Fax 02.99.30.91.11.

Par la suite, ils recevront un questionnaire dont les réponses constitueront la base de données nécessaires à l'édition du guide.

Vient de paraître.

Blanc Silex - Collection nomade

«Les ronces bleues»

de Louis Bertholom. 75 FF (port inclus). Règlement par chèque à l'ordre de : Louis Bertholom, 3, avenue de Kerdrezec, 29000 Quimper.

Né en 1955 à Fouesnant (Finistère) d'une famille de paysans bretonnants, Louis Bertholom a vécu jusqu'à l'âge adulte à la ferme parentale. Poète, il vit et travaille à Quimper. Il publie dans de nombreuses revues et se produit en récital de poésie.

MALLUS : Emañ skolaj DIWAN Bro Dreger e klask ur c'helenner evit prantadoù teknologiezh hag urzhiaataerezh. Mont e darempred gant ar skolaj.

URGENT. Le collège DIWAN Bro Dreger recherche un professeur pour donner des cours de technologie et d'informatique. Contacter le collège.

SKOLAJ DIWAN BRO DREGER. 22720 PLIJIDI

Questembert

Une école Diwan en projet

Ouvrir une école Diwan dans la région de Questembert, un pays pourtant pas particulièrement bretonnant, le pari pouvait sembler osé. Pourtant, à l'issue de la première réunion d'information publique, une dizaine d'enfants sont déjà inscrits, reste à trouver une commune susceptible d'accueillir l'école.

Diwan, c'est aujourd'hui 24 écoles maternelles, 26 écoles primaires, 3 collèges et un lycée pour près de 2 000 élèves scolarisés. Des écoles assurant l'éducation des enfants en langue bretonne, gratuites et ouvertes à tous, sans distinction socio-professionnelle, philosophique ou politique. En Morbihan, l'association compte trois écoles : Baud, Lorient et Vannes, et un nombre d'élèves sans cesse croissant (de 88 élèves en 1993 à 205 à la rentrée 1998). D'autres projets devraient aboutir d'ici la rentrée 1999 : une école à Auray et un collège à Vannes peut-être.

Une autre réunion publique d'information est prévue courant janvier. Renseignements : Diwan Morbihan au 02.97.42.65.04. ou en soirée : Pierrick Kersanté, 02.97.26.95.68.

(O.F. 5.12.98)

«Evit ar Vugale» o vont war raok

Kendrec'het e vez muioc'h-mui an dud ez eo dav respont d'ar goulennoù niverusoc'h-niverusañ da zigeriñ skolioù Diwan nevez un tammig e pep lec'h e Breizh a-benn derc'hel bev hor yezh.

Hiziv an deiz, n'ez eus e Breizh nemet 1% eus an dud dindan 20 vloaz a oar brezhoneg*. A-bouez eo cheñch penn d'ar vazh.

Galvadeg EVIT AR VUGALE e miz mae diwezhañ he deus talvezet : kregiñ a ra an dud da reiñ sikour deomp da vat. Frealzus eo. Reiñ a ra c'hoant mont pelloc'h. Gant DIWAN ez eo bremañ niverus ar raktresoù digeriñ skolioù : Dinan, Ar Gerveur, Gwenrann, An Alre...

Kregiñ a ra ivez «EVIT AR VUGALE» gant an eil lodenn eus he labour : skoazel-lañ ar skolioù nevez. Nevez eo hon eus bet tro da sikour skol Diwan Ar Faou.

Reoù all a vo skoazellet c'hoazh, a drugarez deoc'h.

Evit se e kendalc'homp gant hon doare ober :

An holl arc'hant en em gavet ganeomp a ya da sikour krouiñ skolioù. Ne vez ket lakaet ur santim evit dispignoù all.

Trugarez deoc'h d'en em gaout niverus ganeomp evit reiñ lañs d'ar c'hrouiñ skolioù nevez. Brudit labour EVIT AR VUGALE tro-dro deoc'h. Arabat deoc'h krediñ e vo kaset en-dro EVIT AR VUGALE hep sikour an holl, hep **HO SIKOUR**.

A l'heure actuelle, en Bretagne, il n'y a guère que 1% des moins de 20 ans qui soient bretonnants*. Il est temps de changer.

Faites connaître le rôle et le travail de EVIT AR VUGALE autour de vous.

Soyez bien conscients que, sans VOUS, sans VOTRE AIDE, nous ne pourrions pas faire vivre EVIT AR VUGALE, ni recueillir des fonds, ni aider à la création d'écoles.

Evit ar vugale. 29520 Laz. Pgz 02.98.73.80.11. (mintin)

Le mythe de la crise économique

Une des idées reçues les plus facilement admises est celle concernant l'existence d'une crise économique. Idée vastement relayée par les media, y compris les plus réfractaires aux idéologies dominantes. Terme vaste, imprécis, qui permet souvent de masquer des réalités trop gênantes. Y a-t-il réellement une crise économique, en Bretagne comme dans une grande partie du monde ?

Il y a assurément des pays en ruine, détruits ou asservis. Il existe une crise sociale immense, des millions de gens (sur)vivant avec moins de 10 FF par jour, des paysans sans terre, des gens mal-logés, mal-nourris...

Et dans des pays pas si lointains, des êtres humains asservis, travaillent dans des conditions inhumaines.

Il existe aussi une crise écologique effroyable, du nitrate breton au mercure guyanais, de la forêt brésilienne à Tchernobyl.

Mais de crise économique, point.

Le néo-libéralisme, le capitalisme ou quel que soit le nom qu'on lui donne ne s'est jamais mieux porté. La fluctuation récente des bourses mondiales et ses alertes au krach, n'ont servi qu'à masquer une nouvelle concentration financière-économique. En s'offrant même des pièces de choix dans l'ex-empire soviétique, et à présent en Chine, on peut dire qu'il règne sans partage sur la planète, à l'exception de quelques zones circonscrites.

Ce système est partout clamé comme étant le meilleur, de manière affichée à droite, plus allusive «à gauche». Le discours officiel est même de dire que c'est le seul possible et viable. Le terme même de «crise» veut faire croire que le phénomène sera passager. Les mots ne sont jamais innocents. Quand on pense aux efforts déployés pour nous révéler «les horreurs du Communisme», de la part des valets journalistes, politiques ou écrivains de l'idéologie dominante, on est en droit de se demander à qui le crime profite.

Loin de moi l'idée de dire : «Reviens Pol Pot tout est pardonné», mais il faut quand même remarquer que ce discours communisme = fascisme, lancé d'un peu partout, est là également pour soutenir le libéralisme et pour le légitimer un peu plus.

De droite comme de gauche, les partis politiques français sont tous, ou presque, aux ordres du libéralisme. Qu'on pense à Madelin, Giscard, Barre est évident. Mais le pouvoir social-démocrate du PSF, puis de la gauche plurielle fait à présent le même travail, les exemples ne manquant pas. L'heure est désormais au «pragmatisme». A mon sens, on ne peut donc pas parler de crise économique. On peut parler des effets du système actuel, et des crises sans précédent qu'il entraîne, mais pas de crise économique au sens propre du terme.

Alors que faire ? Faut-il accepter un système qui opprime les peuples, les assujettit à l'argent pour le profit d'une minorité ? Faut-il essayer de le réformer, à l'image de ceux réclamant un «volet social» à la construction européenne ?

Ou alors faut-il annihiler ce système économique, et construire enfin, une société différente, humaine et meilleure ?

Pour Emgann, je l'espère, le choix est clair.

E. LE GWENN

Le départ de Yann Puillandre

Aux lecteurs de Combat Breton.

En «congé militant» du mouvement Emgann depuis un an, mais toujours à jour de cotisation, j'ai participé à la dernière Assemblée Générale à Lorient et défendu un texte d'analyses et de propositions pour l'avenir du mouvement.

- Constatant qu'il est actuellement impossible d'avoir un débat politique serein et une réflexion approfondie sur une stratégie globale de lutte de libération nationale en Bretagne,

- constatant des divergences profondes d'analyse de la situation politique et culturelle aujourd'hui en Bretagne (relations mouvance culturelle et monde politique, analyse des actions de résistances...),

- constatant que toutes mes propositions d'ouverture se heurtent, de facto, à la rigidité de la structure et de quelques militants influents,

- constatant qu'il est impossible dans le climat de surenchère indépendantiste actuel, de faire prendre en compte d'autres approches plus souples et raisonnées d'une stratégie de lutte pour un futur pouvoir politique en Bretagne,

- constatant une défiance accrue et la naissance de certaines inimitiés à mon égard, je préfère tirer les conclusions qui s'imposent et donner ma démission du mouvement Emgann.

Membre fondateur, porte-parole durant plusieurs années et collaborateur assidu du journal «Combat Breton», je quitte le mouvement avec regrets, mais l'esprit apaisé, tout en restant politiquement, socialement et culturellement mobilisé et disponible pour de futurs combats.

Compte tenu de mon passé et afin d'éviter dans l'avenir tout malentendu avec les représentants des médias, je souhaite que ma décision soit rendue publique dans «Combat Breton», organe du mouvement, avec ses motivations. Bonne route à toute la famille d'Emgann et de «Combat Breton». Salutations nationalistes bretonnes.

Yann PULLANDRE

C'est tout autant par souci de clarté dans le débat et d'honnêteté à l'égard de nos militants et de nos lecteurs qu'en raison de sa demande, que nous publions ce courrier de démission de notre ami et camarade Yann Puillandre.

Sans partager ses conclusions, nous n'envisageons pas de polémiquer. Chacun est libre de ses sentiments personnels et de ses choix politiques. Nous respectons la sienne.

Ce départ sera toutefois regretté par celles et ceux qui reconnaissent en Yann un militant dévoué et sincère de la cause nationale bretonne. Personne ne peut oublier ses engagements courageux et son apport décisif à la création puis au développement de notre mouvement.

La rédaction de Combat Breton souhaite qu'il continue à faire part dans nos colonnes de ses analyses pertinentes sur la situation économique, sociale et politique de notre Peuple, afin d'apporter sa contribution à notre combat, à savoir la lutte de libération nationale.

Pour la rédaction de Combat Breton, H.B.

A lire

AN EEUNDED : c'est le journal du groupe de Hard-Core SARAH. Ce groupe développe un genre musical très particulier, très avant-gardiste, sur des paroles anticapitalistes et indépendantistes en français, gallo et breton. Dans le numéro 3 on trouve des interviews d'autres groupes de Hard-Core d'ici ou d'ailleurs, des rencontres avec des groupes de musique bretonne, un compte-rendu de leurs tournées en Slovénie et en Croatie, des dossiers sur les sectes, la milice du FN et des tas d'autres choses encore pour 7 francs seulement.

Ce groupe qui par-dessus le marché est straight-edge, c'est-à-dire qu'il refuse l'alcool et les drogues, vient de sortir sa troisième K7 démo, intitulée «Betek an trech'h». Sarah c/o Laure Jamin, 181 strada Naoned, 35000 Roazon. Tel. 0660777671, fax 0299601281, E mail : labien.lecuyer@hcl.fr website : www.geocities.com/SunsetStrip/Lounge/272

ADKOMANANT - KOMANANT ● Réabonnement - Abonnement

150 L ar bloaz (evit Breizh hag ar broioù sujet d'ar stad c'hall) 170 L e lec'h all - Skoazell : 200 L da vhanañ

Anv/Nom

Raganv/Prénom

Chomlec'h/Adresse

Da gas da/A envoyer à : **EMGANN, BP 71 - 22202 GWENGAMP CEDEX**

Notre fax : 02 96 44 09 24

Festival Kemperle

«Taol kurun»

Eus an 21 d'an 30 a viz Genver 1999

- D'ar yaou 21 a viz genver.
14e30. Loïc Toularastel, *Docteur Boutentrain*. Ti ar re gozh.
10-14e. Patrick Ewen. «Ronan Keradalan». Sal ar C'hoad Kaer.
20e30. Mona Bouzec, R. Boutillier. «Kontadennoù ar vro». La Cordée.
- D'ar gwener 22 a viz genver.
10e. Patrick Ewen. «Ronan Keradalan». Sal ar C'hoad Kaer.
21e. Abadenn *War hentoù an eñvor* : *Manu 'neus pedet* Annie Ebrel, Yann Fanch Kemener, Yvon Le Men ha Didier Squiban. Sal ar C'hoad Kaer.
- D'ar sadorn 23 a viz genver.
15e. Staj dansoù bro Loudia gant Marie-Hélène Conan. Sal ar C'hoad Kaer.
19e. Ragout kaol ha sonerezh gant re yaouank skolioù sonerezh hengounel Kloar, An Oriant ha Kemperle. Sal ar C'hoad Kaer.
21e. Fest-noz vras gant BF15, Breudeur Quere, Dédé Maillet, Conan-Le Mapihan, Startijenn. Sal ar C'hoad Kaer.
- D'ar sul 24 a viz genver.
14e30. C'hoariva e brezhoneg gant skolioù ha klasoù divyezhek : skolañidi Diwan Kemper, C'hoariet vo gant Patrick Ewen «Kontadennoù Menezioù Arre». Sal ar C'hoad Kaer.
- D'al lun 25 ha d'ar meurzh 26 a viz genver.
20e30. Filmoù «Le deuxième homme» (fest. Douarnenez). Sinema Eden.
- D'ar gwener 29 a viz genver.
20e30. Tud bro Gonk, kanerien an Oriant. Iliz veur St Michel.
- D'ar sadorn 30 a viz genver.
15e. Prezegenn ha diviz : ar fest-noz : dec'h, hiziv, ha ware'hoazh ? gant Latour, Vallegant, Puillandre. Lise Kerneuzeg.
20e. Gouren ha fest-noz ar vro gant Miniou/Vallegant, Peron/Colomer, Triskell magique, Breudeur Morvan. An Treou.

Titouroù : Kuzul skoazell Skol Diwan Kemperle. 02.98.71.74.94.

Ur festival : perak ?



- Evit bodañ an tri rumm skol divyezhek 'zo e Breizh hag an holl dud dedennet gant an divyezhegezh,
- evit gwellout e'hoariva ha klevout sonerezh, kontadennoù, kanaouennoù kenkoulz e brezhoneg hag e galleg, dre vodañ Gwenediz ha tud Kerne...
- evit en em soñjal diwar-benn an dra dreistorinal nemeti a gaver en Europa, o veskañ ar blijadur da vezañ asambles, al liamm etre ar rummadoù tud, lañs an ekonomiezh hag abadennoù, dañs, ha sonerezh bev mat ar vro : ar fest-noz ! Tri abeg mat evit ober ur fest-vras.

«An deizioù à zo hir» Le premier album de Loened Fall

Loened Fall (en breton «les mauvaises bêtes», les vauriens), c'est la rencontre d'un couple de chanteurs de Kan ha Diskan et de trois instrumentistes : une expérience rarement tentée jusque-là, et dont le résultat est un son et un équilibre musical tout à fait inédits. Autour des voix de Ronan Guéblez et Marthe Vassallo, le violon d'Hervé Bertho, la bombarde de Sabine Le Coadou et la guitare de Marc Thouénon jouent à cache-cache, brodent, répondent, accompagnent et mènent tour à tour. Les deux premiers apportent la subtilité et la précision du chant à danser, les trois autres la force et la diversité des instruments : le tout mis au service exclusif de la danse et des danseurs.

Au royaume de ces bestiaux-là, le mysticisme celtoman n'est point de mise : seuls règnent le pur plaisir - celui d'être ici, ensemble, et de danser - et la jubilation complice de ce quintet hors-normes. La musique de Loened Fall est de celles qui vous portent : le plancher vibre, la danse se fait évidente, les états d'âme s'éloignent ; si ça n'est pas le bonheur, ça y ressemble vraiment...



Taolit evezh, tudoù ! Sellit mat ouzh ho krevier, divcallit d'ho marchossioù ! Krog eo al loened da redek ar festoù-noz d'ho zro ! Ar pemp-mañ, da skouer, a ginnig deoc'h un dimeziñ sort' peus ket klevet alies : etre ar c'han ha diskan hag ar binvioù sonerezh (bombarde, gitar, violoñs). Deuet e lod gant pep hini : lusk ha stumm an dañsoù gant ar ganerien, ijin ha liv gant ar sonerien : sed amañ loened na glaskont ket pemp troad d'ar maout, 'met lakaat ho treid da nijal hag ho kalon da ganañ. Ha goude ma 'h int loened fall, diouzh an digemer a zo bet graet dezhe dre ar vro betek-hen ez eus tu da grediñ n'int ket loened didalvez.

GOULENN EMEZELAN / DEMANDE D'ADHESION

Vous voulez participer à la lutte du peuple breton, adhérez à EMGANN !
Fellout a ra deoc'h kemer perzh e stourm hor pobl, deuit e-barzh EMGANN !

Anv / Nom..... Micher / Métier Age / Oad.....
Chomlec'h / Adresse..... Tél / Pellg.....

A remplir à votre convenance / Respontit diouzh ho c'hoant
Da gas da / A envoyer à : EMGANN - BP 71 - 22202 Gwengamp Cedex